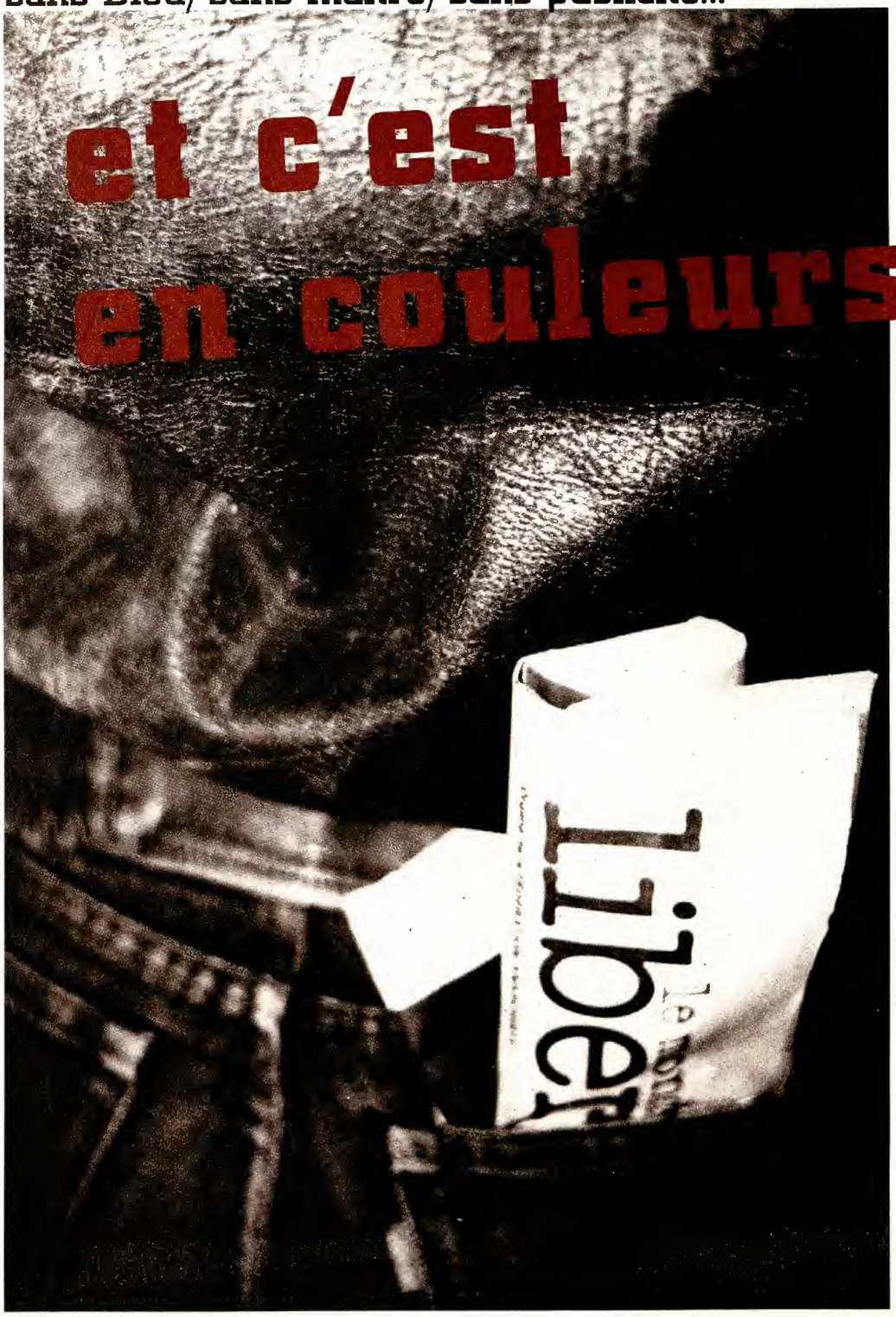
le monde libertaire

« Il n'y a pas actuellement de différence essentielle entre le mariage bourgeois et la prostitution. »
E. Armand, *l'Émancipation sexuelle*

hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

sans Dieu, sans maître, sans publicité...

et c'est en couleurs !



Le syndicalisme, les prud'homales passées
L'offensive prolétarienne, c'est pour aujourd'hui ou pour demain ?
page 4

Institut de Locarn
Le laboratoire breton prône un capitalisme conjugué avec un retour aux traditions féodales et nationalistes.
page 7

Développement durable
Le potentiel destructeur du capitalisme utilise un nouveau masque médiatique.
page 9

La société contre l'État
Pouvoir et chefferie en sociétés primitives, par Pierre Clastres.
page 11

Angela Davis, propos choisis
L'égérie des Panthères noires n'a pas raccroché les gants.
page 14

Prostitution : les clients, ces grands invisibles
Dans les rapports tarifés, cela se passe à trois : personne prostituée, julot-casse-croûte et micheton... sous le regard de l'État.
page 17

M 06726 - 22 H - F: 2,00 € - RD

2€
ISSN 0026-9433

hors série n° 22
du 19 décembre 2002 au 8 janvier 2003

Sommaire

Survol des résultats des prud'homales et des orientations syndicales page 4

Appel helvète contre le capitalisme et communiqué italien de l'USI-AIT page 5

Le Trégor libertaire réagit contre la barbarie économique page 6

Appel à soutien pour René Riesel page 6

Le projet de société du cercle patronal de Locarn page 7

L'escroquerie économique, par Jean-Pierre Tertrais page 9

Les chefs sous surveillance, par Pierre Clastres page 11

Angela Davis en 2002, propos choisis page 14

Les clients de la prostitution page 18

Réflexions sur les agressions liberticides, par Élisa Jandon page 19

Agenda et vie du mouvement page 22

Les groupes de la Fédération anarchiste page 23

Appel du ClaG8 (collectif de lutte contre le G8) nantais page 24

Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – EDRB
Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Bulletin d'abonnement

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 nos	◯ 20 €	◯ 32 €	◯ 27 €
6 mois 25 nos	◯ 38 €	◯ 61 €	◯ 46 €
1 an 45 nos	◯ 61 €	◯ 99 €	◯ 77 €
Abonnement de soutien	◯ 76 €		

* pour les détenus et les chomeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors france subissant une taxe exhorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ **Prénom** _____

Adresse _____

_____

Code postal _____ **Ville** _____

◯ **Chèque bancaire** ◯ **Virement postal** (compte CCP Paris 1 128915 M)

Réglement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

clin d'œil

« **Mais pour faire face à tous les problèmes qui le sollicitent, le journal de la Fédération anarchiste doit constamment améliorer sa facture, car chacun a bien conscience qu'il est le meilleur instrument de propagande, d'information et de diffusion du projet anarchiste. C'est la raison pour laquelle il vient une nouvelle fois de se refaire une beauté.**

» Naturellement, *Le Monde libertaire* sera toujours ce journal indispensable au militant avec sa page d'annonces, réservée aux groupes, ses placards publicitaires pour la librairie, pour les réunions, pour les informations de l'administration ou des secrétariats de la Fédération anarchiste, ses bouts de textes qui singularisent le journal militant. Mais aujourd'hui, avec ses douze pages qui permettent de donner de l'air aux articles, sa présentation améliorée, la diversité des textes qui s'efforcent de toucher toute la vie politique, artistique et littéraire du pays, avec une Radio libertaire libre, nécessaire complément de l'information parlée à l'information écrite par tous ceux qui veulent vivre dans leur temps, *Le Monde libertaire* est devenu un journal indispensable à tous ceux qui veulent suivre les évolutions politiques et sociales du pays. Fils naturel du *Libertaire* de Joseph Déjacque, du *Libertaire* de Sébastien Faure et de Louise Michel, du *Libertaire* des avant-guerres et des après-guerres, *Le Monde libertaire*, dernier rejeton d'une presse anarchiste et révolutionnaire dont les grands moments furent l'affaire Dreyfus, la lutte contre la guerre, la lutte pour l'indépendance syndicale, la lutte pour l'autogestion, la lutte pour la grève gestionnaire, la lutte contre l'État sous toutes ses formes, la lutte pour le fédéralisme, est, comme ses devanciers, à la disposition des hommes qui veulent demeurer libres. Et il le restera ! »

Extrait de *Histoire du journal de l'organisation des anarchistes*, par Maurice Joyeux directeur gérant du *Monde libertaire* à l'époque, brochure collection Volonté anarchiste du groupe Fresnes-Antony de la FA.

Editorial

Le Monde libertaire a connu des numéros importants. Celui-ci en est un.

Commençons par un bref rappel historique de ce qu'a été, jusqu'à ce jour, la vie de l'hebdomadaire de la Fédération anarchiste.

Le Libertaire, première version, est créé en 1858 aux États-Unis, par Joseph Déjacque, écrivain et journaliste réfugié après le coup d'État du 2 décembre 1851 de Napoléon le Petit. Il paraît jusqu'en 1861. Le 16 novembre 1895, Sébastien Faure et Louise Michel reprennent la parution en France jusqu'en février 1899 où l'hebdomadaire est remplacé par un quotidien : *le Journal du peuple*. Celui-ci, qui se consacrera surtout à l'affaire Dreyfus et au procès de Rennes, paraîtra jusqu'en décembre 1899. À partir d'août de la même année, *le Libertaire* « illustré » paraît une fois par semaine comme supplément au quotidien. À l'arrêt de ce dernier, il continuera sa vie jusqu'en août 1914 où ses positions antimilitaristes l'obligent à cesser sa parution, après 960 numéros. Reprise en 1919 et sans interruption jusqu'en 1939, la parution doit s'arrêter avec la guerre. Entre-temps, de décembre 1923 à mars 1925 (notamment pendant l'affaire Sacco et Vanzetti), *le Libertaire* sera quotidien. Le 21 décembre 1944, le journal reparaît une nouvelle fois d'abord de façon irrégulière puis bimensuelle suite aux restrictions de papier. Il reprend son rythme hebdomadaire à partir d'avril 1946.

En 1954, suite à une crise organisationnelle, *le Libertaire* change de titre et devient *le Monde libertaire*. La crise a été dure, et il devient mensuel. Depuis 1945, collaborent alors Brassens – qui sera l'un des premiers permanents du journal –, Ferré, Breton, Camus... En 1977, *le Monde libertaire* redevient hebdomadaire, ce qui est toujours sa « vitesse de croisière » aujourd'hui.

L'historique est sommaire, sans doute, et si l'envie nous démange de nous attarder davantage sur la vie du journal, ses tumultes, ses moments de gloire, de douleurs parfois, la place nous manque, hélas. Du reste, notre propos n'est pas là. Car, sans pour autant négliger les choses du passé, notre regard se porte irrésistiblement vers l'avenir. La fougue des anarchistes qui, avant nous, ont porté le journal, l'ont nourri de leur esprit de révolte et de leurs espérances, cette fougue demeure.

Aujourd'hui, nous faisons ce pari inédit depuis la naissance du *Libertaire* : celui d'un hebdomadaire de 24 pages en couleurs, dont ce numéro hors série est, en quelque sorte, le « prototype ». Pour être tout à fait clair, le prochain numéro du *Monde libertaire* hebdo (le n° 1302, qui paraîtra le 9 janvier 2003), de même que les suivants, se présenteront exactement comme celui-ci : même format, même pagination, la quadrichromie, et... toujours le même prix !

Pourquoi une telle métamorphose ?

Tout d'abord, le format. Jusqu'à présent, *le Monde libertaire*, hebdomadaire au contenu majoritairement constitué d'articles de réflexion et d'analyses

Le comité de rédaction à l'heure du bouclage

rétrospectifs et prospectifs, était imprimé comme un quotidien, un format tabloïd sur presses rotatives. Il y avait là, sans que cela nous gêne outre mesure, une légère incohérence entre le fond et la forme. Mais c'était notre bon vieux *Monde libertaire*, et, ma foi, nous ne nous étions jamais sérieusement interrogés à ce sujet. Depuis, et pour des raisons essentiellement techniques (liées à un transfert de fabrication), la question s'est posée. Nous avons fait le choix d'un format un peu « hybride », entre le tabloïd et le magazine, un format assez atypique dans le milieu de la presse diffusée en kiosques. Mais *le Monde Libertaire* n'est-il pas un journal atypique, justement ?

La couleur, ensuite. Force est de constater que, dans la presse contemporaine (même gratuite), la quadrichromie domine. Devions-nous laisser notre journal dans la niche du noir et blanc où, malgré tous nos efforts de maquettistes amateurs, *le Monde libertaire* luisait avec l'éclat des vieilles choses ? Devions-nous laisser à la presse bourgeoise l'apanage de la quadri ? Et, chose plus importante encore, *le Monde libertaire* ne mérite-t-il pas de bénéficier des progrès techniques réalisés dans le domaine de l'imprimerie ? Il est vrai que ces derniers ne sont pas à la portée de toutes les bourses, et il y a quelque temps encore, l'idée même de réaliser notre journal en couleurs nous apparaissait comme une belle utopie. Aujourd'hui, nous y voilà. Comme quoi, les utopies... Et puis, *le Monde libertaire* n'est-il pas devenu encore plus agréable à lire, tout simplement ?

Cela dit, qu'on se rassure : la métamorphose du journal, si elle est considérable, n'en touche que la forme. Le fond, lui, reste le même. Plus que jamais, *le Monde libertaire* demeure l'hebdo des anars, un vecteur d'informations et de réflexions ouvert à tous les débats et toutes les problématiques qui animent le mouvement libertaire, réceptif à toutes les contributions (littéraires, artistiques, graphiques...) qui reflèteront les innombrables nuances de la sensibilité anarchiste. Oui, *le Monde libertaire* restera ce journal qui donne du sens à nos indignations, qui porte notre révolte et dévoile nos espoirs.

Nous espérons que cette nouvelle mouture du *Monde libertaire* vous plaira.

Bonne lecture ! Et à bientôt...

Y aura-t-il une vie syndicale ?

Cette journée où comme le disait dernièrement un camarade de la CNT sur Radio libertaire « il ne fallait pas laisser l'heure accordée par le patronat pour aller voter aux prud'homales ». Bien sûr chacun et chacune a pu aller se promener, bravant le bonhomme Hiver, boire un café, ou discuter avec les camarades de travail... ou mettre son bulletin dans l'urne ! Le pour et le contre ont été exposés et discutés dans *le Monde libertaire*, à Radio libertaire (à Radio libertaria, aux Chroniques syndicales, etc.). Mais l'ex-quotidien de la rue de Lorraine a pu mettre en accroche sur la une du jeudi 12 : « Le bazar des prud'homales. » Il notait aussi qu'elles avaient « été marquées par un déroulement chaotique ». Bulletins manquants dans les boîtes à lettres, personnes non-inscrites sur les listes, des cartes électorales non arrivées, erreurs dans les bureaux... La liste est longue ! Au gouvernement, au ministère du Travail on a beau jeu de montrer du doigt les coupables : « Beaucoup de problèmes viennent du fait que ce sont les employeurs qui ont la charge d'inscrire leurs salariés. » Pourtant le ministre des Affaires sociales avait déclaré que c'était « plutôt mieux organisé que les fois précédentes, même si c'est encore imparfait ».

Les syndicats, toutes boutiques confondues, ne sont pas de cet avis, bien que le « rapport de forces » soit resté le même, quasiment, par rapport à 1997[1]. Des conditions « indignes de nos traditions démocratiques » pour la CGT, pour Blondel de FO (« Ce scrutin est entaché de suspicion et ne peut être sincère. ») et même Cazettes de la CGC qui a carrément évoqué « une volonté de saborder l'institution prud'homale » !

Le patronat ne serait donc pas le seul responsable, mais le cafouillage viendrait bougrement aussi du ministère du Travail...

Un coup d'œil sur le taux de participation aux prud'homales est intéressant : de 1979 à aujourd'hui (qu'on soit favorable à l'événement ou non) est tombé de 63,3 % à 34,8 %. Baisse de la combativité ouvrière, syndicale ? Éparpillement des entreprises, fin des citadelles ouvrières ?

Dans la situation actuelle du recul pied à pied devant la politique gouvernementale, les organisations syndicales représentatives sauvent plus les meubles qu'elles n'organisent la riposte. Pour l'après-prud'homales, nous l'a-t-on assez annoncé, la « trêve sociale »[2] serait dénoncée.

C'est-à-dire que l'ensemble du mouvement syndical se déclare prêt à déclencher l'offensive sur le problème des retraites, et cela dès le printemps. Vaste programme !

Bernard Thibaut de la CGT a déclaré « envisager une mobilisation nationale dès le début de l'année » et Francois Chérèque de la CFDT a annoncé dans une interview donnée à un quotidien, au sujet de son calendrier : « Dans un premier temps, nous proposerons aux autres syndicats un colloque à la mi-janvier à Paris sur les réformes des retraites en Europe. » Diable, s'il faut s'aligner sur les normes européennes, on a du mouron à se faire !

Négocier avec les syndicats et faire modifier les textes par le Parlement. Il semble aussi être la façon d'être de faire « en douceur » de Raffarin. Le Medef n'a plus qu'à aller à la tireuse, il est d'ailleurs, en ce moment, au moins au niveau des médias, un peu en retrait. Il laisse faire le ministère des Affaires sociales qui appelle les électeurs à aller voter aux prud'homales « parce que c'est important pour le règlement des conflits du travail et pour la société participative qu'on est en train de construire ».

Une chanson qu'on a trop souvent entendue. La société que nous voulons construire fera cesser l'exploitation de l'homme par l'homme. Nous n'entendons pas participer à notre propre exploitation.

Jean-Pierre Germain

1. CGT 33,3 % (+ 0,2 %), CFDT 25,4 % (stable), FO 20 % (-0,55 %), CFTC 9,2 % (+ 0,55 %), la CGC progresse de 0,1 % à 6 %, la CFTC de 0,6 % à 9,2...
2. Ce terme employé par divers médias nous semble mal à propos. Il était utilisé en parallèle avec « état de grâce ». Mais c'était dans le contexte d'un gouvernement de gauche, les syndicats représentatifs empêtrés dans leurs contradictions, lui laissant le temps de souffler... Le « vote républicain » en est la suite à assumer !

à propos des prud'hommes

Voici quelques extraits du travail de Pierre Bance, *Les Fondateurs de la CGT à l'épreuve du droit* (la Pensée sauvage éditeur). L'opinion des syndicalistes d'alors, pour n'être pas unanime, n'était pas moins critique.

Les premiers syndicalistes ne remettent pas en cause l'institution. Cet article de E. Chausse traduit leur esprit : « Ces tribunaux rendent d'assez grands services, en dépit des restrictions autoritaires de la loi, pour que nous ne négligions pas de relever le prestige qui doit s'attacher à ce tribunal qui est défectueux en plusieurs points, mais qui est encore le meilleur tribunal que nous possédions [...]

Il ne faut pas oublier que les conseils de prud'hommes sont les seuls tribunaux se rapprochant de la démocratie, et qu'il y a là le germe de l'idée principale de l'organisation judiciaire future. »

La juridiction est-elle si avantageuse que des prolétaires acceptent de se faire juger par d'autres prolétaires joints à des patrons ? La question reste posée.

[...] Cela étant, seul Chantot, délégué de l'Union syndicale de Bordeaux au congrès mutuelliste du Havre, attaquera l'institution au fond : « Si l'on veut conserver les prud'hommes, il faut opérer des réformes. Mais [...] on ferait mieux de les supprimer et de transporter leurs attributions aux chambres syndicales. »

Ce respect révérencieux était-il propre aux premiers syndicalistes ?

Ni la Bourse de Paris, même si l'un de ses membres influents, André-Gély, déclare : « Certes, nous ne nous faisons pas illusion, nous savons parfaitement que ce n'est pas de là que sortira la transformation sociale que nous désirons ; mais disons cela pour ceux qui critiquent la tactique des syndicats ouvriers, laquelle consiste à prendre petit à petit toutes les améliorations qu'ils peuvent obtenir. »

Ni la Fédération nationale des syndicats, même si l'un des délégués, Fabero, des chapeliers de Paris, au congrès de 1893 fait la première critique de classe en disant « que l'on n'ignore pas que les conseils de prud'hommes sont en quelque sorte contraires aux intérêts des travailleurs, car ils les mettent en lutte les uns contre les autres, et les élections produisent des divisions préjudiciables à leurs intérêts » ne veulent détruire le tribunal professionnel, elles se contentent d'émettre des revendications.

La principale est l'extension des conseils de prud'hommes à toutes les professions et notamment aux employés. Dulucq, délégué des cochers au comité général de la Bourse de Paris, fait une observation pertinente, d'actualité pour maintes lois de droit du travail. À propos d'un projet voté par la Chambre, il déclare : « Je le trouve en contradiction flagrante avec la base fondamentale du socialisme, en ce sens, c'est qu'il ne dit pas que la juridiction des prud'hommes sera étendue à tous les travailleurs sans aucune sorte d'exception, et que comme tous les projets bourgeois, tend à créer des catégories privilégiées dans le prolétariat, seule chose néfaste qui fomente les jalousies et les haines dans son sein. »

C'est dans le même esprit d'universalisation de l'institution que l'on réclame les mêmes droits pour les femmes, l'abaissement de l'âge des électeurs et des éligibles, la diminution de la durée de l'ancienneté de résidence ou de l'ancienneté professionnelle.

Suisse

Surfe sur la vague... rejoins l'avalanche !

Contre le capitalisme, ses guerres, le patriarcat et le racisme !

Depuis plusieurs années, quand les « grands » de ce monde se réunissent, ils doivent supporter les désagréments causés par une multitude de gens venue du monde entier qui ont en commun de ne pas être les grands et d'être très énervés contre leurs décisions. Voilà pourquoi, depuis plusieurs années, des centaines de milliers de personnes ont dit que ça suffisait ! Que la misère et la domination ne doivent pas être le « bien » le plus répandu au monde !

Ces colères n'apparaissent pas uniquement lors des sommets mais sont le fruit d'une résistance quotidienne à toutes les oppressions, résistance qui vit sous toutes les latitudes. La lutte contre la globalisation n'est pas une lutte contre les sommets, mais une lutte pour un quotidien et un futur sans aucune domination. Ce système ne peut pas être réformé ou simplement humanisé. Il n'est pas question de réformer ou de discuter avec le World economic forum (WEF), l'OMC ou le G8 mais bien de les détruire.

À l'occasion des sommets et dans la vie de tous les jours, l'État répond de toutes ses forces pour faire taire ceux qui contestent la barbarie de l'ordre social. La répression ce n'est pas seulement les matraques et les fusils lors des manifs mais une réalité quotidienne qui est la colonne vertébrale du système. La lutte contre la répression ce n'est pas seulement le comité d'aide aux personnes arrêtées et la dénonciation des abus policiers, mais le refus quotidien de la parano sécuritaire et de ses acteurs. Au Sud, face aux résistances, c'est par la guerre que les dominants imposent leurs choix économiques.

Face aux sociaux-libéraux et aux réformistes de tous poils pour qui les changements passent par la conquête des institutions d'État, nous basons notre projet de résistance et de construction d'une alternative sur l'autodétermination des gens, sur l'autogestion et l'autonomie des luttes, sur la réappropriation des droits, des espaces, des richesses, des désirs et du temps dont nous avons besoin individuellement et collectivement.

Le WEF, le G8, l'OMC, la Banque mondiale et le FMI, l'Otan s'assurent par différents canaux que la misère se porte bien dans le monde. Et la dictature du capital aussi ! Dans les faits ces organismes internationaux interviennent dans ce que nous mangeons, ce que nous respirons, ce que l'on nous enseigne, dans notre santé, dans les rapports entre humains, dans nos libertés. De toutes ces agressions, l'une ou l'autre de ces institutions en est directement le maître d'œuvre. Quoi qu'en disent les gouvernants et les top managers, cette société capitaliste, étatique, raciste et sexiste n'est ni immuable ni éternellement vouée au succès. Au contraire, des entreprises phares de la globalisation capitaliste se sont effondrées, comme Vivendi ou Fiat. Ailleurs, l'Argentine par exemple nous montre que le projet néolibéral est en faillite et la révolte en action.

Si le capitalisme est malade, à nous de l'aider à crever ! Voilà pourquoi si tu veux participer à cette entreprise d'intérêt public, n'hésite pas à sauter dans le train de la résistance ! Contre les sommets de Davos et d'Évian nous voulons organiser des actions de mobilisation, des fêtes, des débats, des spectacles et, durant la semaine précédant le G8, toutes sortes de réjouissances. Alors si tu veux faire des affiches, des masques, du théâtre, un film, des débats, des concerts, une manif, etc. prends contact !

Coordination anti-OMC
Lausanne, novembre 2002
http://squat.net/contre-attaque/

Cortège libertaire le 9 novembre

Florence

anars crosse en l'air

Après le non à la guerre, maintenant nous devons nous préparer à arrêter la machine de guerre

C'est une foule exceptionnelle qui a manifesté à Florence le 9 novembre contre la guerre et les préparatifs d'attaque de l'Irak. Il est peu intéressant de savoir combien nous étions – un million, un demi-million ? Ce qui est important c'est qu'un peuple tout entier s'est finalement mis en marche, pour ce qui a été probablement la plus grande manifestation européenne contre la guerre de tous les temps, pour dire un non net et massif à l'intervention militaire contre un autre peuple, un non complet, sans « si » ni « mais ».

L'USI-AIT (section italienne de l'Association internationale des travailleurs), bien que n'adhérant pas au contenu du Forum social (que nous jugeons vertical, institutionnel et en partie intégré à la même logique capitaliste) s'est fortement mobilisée pour la manifestation contre la guerre, la considérant comme un bon point de départ, comme l'a été la grève générale du 18 octobre dernier, pour la longue bataille antimilitariste qui nous attend.

Pour cela, nous avons constitué, en tant qu'USI-AIT, un cortège autonome au sein de la manifestation contre la guerre ; cortège qui s'est rapidement uni avec celui des compagnons anarchistes et antimilitaristes, donnant vie à un grand serpent rouge et noir en mouvement, qui a la fin regroupait aux alentours de 5 000 personnes.

La banderole de l'Unione et la multitude de drapeaux rouges et noirs étaient brandis par des militants et sympathisants venus de toute l'Italie (Toscane, Ligurie, Émilie-Romagne, Piémont, Lombardie, Frioule-Vénétie Giulia, Marche et Campanie) qui reprenaient les chants de luttes et les interventions scandées dans le haut-parleur de notre camionnette qui ouvrait le cortège libertaire.

On a noté une forte participation des Florentins eux-mêmes et des immigrés à la manifestation, qui se sont joints au cortège et ont participé avec gaieté. Tant et tant de beaux moments dont nous pourrons nous souvenir, comme celui à la fin de la manif où la fourgonnette avançait en passant *Bella Ciao* sous les applaudissements de la foule.

Cependant nous devons nous rappeler que dans la phase actuelle il ne suffit pas seulement de dire « non à la guerre » et que certaines composantes présentent à Florence (comme le syndicat réformiste CGIL, ou les différents partis de la « gauche » institutionnelle) ont couvert et approuvé hier des guerres cruelles qui ont frappé d'autres peuples (Irak, Somalie, Yougoslavie, Afghanistan). Autant de crimes de guerre, à l'exemple des bombardements et de l'agression de la Yougoslavie en 1999, dont ces composantes – alors au gouvernement ou bien qui le soutenaient - ont été les responsables directs des massacres. Par conséquent, il ne saurait y avoir aucune ambiguïté, aucun compromis aujourd'hui. Ils ne pourront pas se dissimuler derrière les choix d'une ONU qui, de toute façon, a toujours été asservi aux intérêts jusqu'au-boutistes des puissants de ce monde.

Cette guerre ne peut pas être réfutée seulement en paroles. Elle doit être combattue, désertée, boycottée et sabotée. Et pour cela, aujourd'hui, l'USI préconise une grande grève générale et un antimilitarisme d'action et de lutte, diffus et vaste.

Préparons-nous a arrêter réellement cette guerre !

Le Secrétariat de l'USI-AIT
Unione Sindacale Italiana – Association internationale des travailleurs)
Le 28 novembre 2002

L@ – LETTRE des Increvables Anarchistes

Le site *Increvables anarchistes* a fait paraître sa première lettre. Elle vous informe des nouveaux documents mis en ligne. Vous trouverez entre autres, l'article de Pierre Clastres que nous publions en page 11 de ce numéro du *Monde libertaire*. Alors, rendez-vous à **http://increvablesanarchistes.org/**

Trégor

La grève générale ou l'esclavage moderne

La catastrophe

Partout se multiplient les licenciements de masses. En France, entre janvier et août 2002, le nombre de licencié(e)s économiques s'élevait à 180 000 (hausse de 76 % par rapport à l'année dernière). Tous les secteurs d'activités, toutes sortes d'entreprises sont touchés: Danone, Michelin, Moulinex, Bull, ainsi que les fameuses start-up locales comme Highwave. Et ça n'est pas fini, à l'échelle mondiale Alcatel pense virer 39 000 salarié(e)s, « Compaq Helwet Packard » 20 000, Siemens 20 000, Lucent encore 350 000. Plus discrètement les contrats à durée déterminée et les missions d'intérim ne sont pas reconduits, les retraité(e)s ne sont pas remplacé(e)s.

Tout ça pour qui ? Pour quoi ?

Ce n'est que le résultat de la logique capitaliste. D'un côté, c'est le productivisme à tout crin:
– quand le patronat se lance dans une surproduction irresponsable écologiquement, pousse à des cadences usantes pour les salarié(e)s, pour atteindre un fantastique seuil de rentabilité. Plus les produits sont créés et vite, moins la main d'oeuvre coûte... et donc plus elle rapporte!
– c'est la logique du taylorisme, doctrine économique, où tout n'est qu'une question d'équation pour optimiser les profits afin de continuer à investir pour encore pouvoir générer du profit.
Mais les régions géographiques ont leurs limites sociales alors on délocalise pour aller appliquer sa logique un peu plus loin, on s'en va en emportant tout ce que les autres avaient créé, puisque la transformation de la matière et de l'effort en argent le permet, puisque tout le monde le permet... Il faut avant tout maintenir des revenus substantiels au patronat, aux actionnaires, aux fonds de pension.
D'un autre côté, que la situation économique soit bonne ou pas, on n'hésite pas à dégraisser, à jeter les salarié(e)s après les avoir bien pressé(e)s, au nom de la productivité, de la rentabilité ou pour « sauver les meubles ». Dans tous les cas, nous sommes perdant(e)s. Ainsi, aujourd'hui, en 2002, les marchés rétrécissent, ils ne peuvent plus absorber l'intégralité des produits fabriqués aux prix et dans les délais souhaités par nos maîtres. Les usines tournent au ralenti. On investit peu, mais surtout on licencie comme on éteint les machines. Rien de neuf. Nous sommes à la merci des embellies, des soubresauts, des caprices du capitalisme national et mondial.

Mais est-ce une fatalité ?

Il est temps de briser ce cycle infernal! Jusqu'où nous laisserons-nous faire? Interdiction des licenciements? Oui, mais par un rapport de force direct avec le patronat et non par l'abandon de notre capacité d'action à des partis politiques, à des bureaucrates dont l'unique souci est le pouvoir et sa conservation! Ne délocalisons pas nos luttes à la Préfecture, à l'Assemblée nationale. Car le personnel, élu ou nommé, de ces institutions pratique la solidarité de classe, celle de la bourgeoisie dont ils et elles sont issu(e)s et qu'ils et elles entendent maintenir dans ses privilèges.

Fédération anarchiste, Bretagne

Appel

Soutenir René Riesel

Sous réserve qu'aboutisse le dernier recours juridique envisageable – non-révocation du sursis de Nérac –, l'arrêt rendu le 19 novembre 2002 par la Cour de cassation condamne définitivement, comme attendu, Joseph Bové et René Riesel à des peines de 14 mois de prison ferme, 7 622 euros d'amende et 12 103 euros de dommages et intérêts et de frais au titre des articles 475-1 et 618-1 du Code de procédure pénale et de l'article 1018A du Code général des impôts, cela pour avoir organisé le 5 juin 1999 une destruction de riz transgéniques expérimentaux dans un établissement de recherche agronomique d'État, le CIRAD de Montpellier.

La Confédération paysanne et ses alliés citoyennistes en sont finalement réduits, pour toute réaction, à en appeler à la grâce présidentielle, à la Cour européenne de justice, à la solidarité de la gauche moribonde et à la compassion de l'opinion publique. Maintenant on voit l'état réel des forces et ce qu'a rapporté la « stratégie » consistant à affadir la critique dans l'illusion qu'on la rendrait ainsi assimilable par les progressistes. À l'arrivée, il ne reste rien du refus des nécrotechnologies et, toute honte bue, on peut calomnier les sabotages en les présentant comme relevant de l'exercice légitime des « libertés syndicales ». Voilà qui illustre une nouvelle fois la loi selon laquelle les médias donnent tout spécialement la parole à ceux qui n'ont rien à dire (et maintenant que Bové a passé sa date de péremption, ce sont les journalistes eux-mêmes qui nous expliquent en quoi il est tombé dans le piège de la médiatisation).

On vient donc d'assister à la liquéfaction ignominieuse organisée depuis août 1999 (à partir du démontage du Mc Donald's de Millau). La pantalonnade s'achève mais elle a rempli son office. En occultant le sens de la critique en actes qui avait commencé à se formuler à travers la destruction de chimères génétiques, le verbiage consumériste et les proclamations « anti-mondialistes » ont réussi à empêcher la remise en cause de l'artificialisation universelle de la vie, de sa mise en dépendance qui se veut irréversible par le despotisme industriel (c'est-à-dire par le capitalisme réel et non pas fantasmé sous la figure simplificatrice d'une globalisation financière prédatrice et apatride).

Comme René Riesel l'a fait savoir dans un rectificatif que *Le Monde* n'a reproduit que très partiellement dans son édition du 24 novembre, il interdit à quiconque de faire croire qu'il manquerait de fermeté au point de quémander une grâce quelconque ou de la laisser mendier pour lui par l'engeance citoyenniste ou les fossoyeurs moribonds de l'ancien mouvement social.

C'est précisément parce qu'il ne s'est compromis dans aucune stratégie démagogique de rassemblement sans principe qu'il n'est pas seul. Il nous appartient maintenant de le prouver en organisant la solidarité avec le sens des actions qu'il a menées et défendues dans ses textes. Cette solidarité peut tout de suite s'exprimer en l'aidant à supporter les débours auxquels, quelle que soit l'issue du dernier recours concernant l'incarcération, il va être contraint (aux termes de la loi l'amende devrait toutefois être acquittée par le seul condamné).

Association contre l'obscurantisme scientiste et le despotisme industriel
Boîte 19 – 52, rue Damrémont 75018 Paris, Chèques à l'ordre de l'association COSEDI

Institut de Locarn

le retour

« Leur but s'apparente à la constitution d'une fédération européenne de régions ethniques, c'est-à-dire le retour aux temps des féodalités. »

Les lecteurs et lectrices du *Monde libertaire* se rappellent sans doute que l'Union régionale Bretagne de la Fédération anarchiste avait mené l'an passé une campagne contre le cercle patronal Institut de Locarn. Celle-ci s'était déroulée au moment du sommet de l'OMC au Qatar, partant du principe que la mondialisation capitaliste ne s'organise pas seulement dans les rencontres des maîtres du monde, mais qu'elle émerge tout autant au sein de réseaux locaux.

Dans le Morbihan était né le collectif Dénoncer l'Institut de Locarn, Davos breton, composé d'organisations diverses (Attac, FA, Confédération paysanne, Libre-pensée, CNT, etc.). Nous avons depuis mis en place un dispositif de veille pour récolter toute information à même de nous mobiliser le cas échéant.

Le cas échut donc lors de l'adhésion de la ville de Vannes à l'Institut de Locarn lors du conseil municipal du 4 novembre dernier, malgré notre rassemblement face à la Mairie avec diffusion de tracts rappelant l'aspect réactionnaire et l'idéologie ultralibérale de cet institut. Le maire de Vannes, F. Goulard (Démocratie libérale), qui prend du grade au sein de l'UMP, s'était déjà illustré en septembre par une proposition de loi visant à permettre aux collectivités locales de financer les écoles privées à hauteur de 50 % s'il n'existe pas d'école publique dans le secteur. Face au tollé, cette attaque anti-laïque a fait long feu, mais elle présente néanmoins l'engagement de M. le député-maire...

Si on joue les naïfs et naïves, on ne peut que s'étonner que ce partisan de l'allègement de la « charge fiscale » subventionne pour 17 800 euros (15 500 pour l'adhésion, 2 300 euros pour la cotisation annuelle) un organisme composé de la fine fleur du patronat breton qui a ouvert en avril 2001 une « école de guerre économique ». Ainsi, nous apprend *Ouest-France* du 8 octobre 2002, l'Institut de Locarn veut « former des dirigeants à l'intelligence économique », « le premier stage, qui coûte 2 500 euros sur trois jours (les 26, 27 et 28 novembre), doit initier les patrons à la recherche d'informations, à la sécurité informatique, à la protection des savoir-faire, au lobbying et même, à la désinformation, etc. ».

Ce que dit la majorité au conseil municipal : « L'Institut de Locarn s'adresse aux chefs d'entreprises, aux acteurs économiques et politiques de la Bretagne auxquels il propose de partager son ambition d'un modèle de développement fondé non seulement sur l'économique, mais intégrant aussi les réalités culturelles. »

Ce qui ne vous sera pas dit :

– Le conseil d'administration de l'Institut de Locarn est composé largement par le patronat de l'agroalimentaire (Glon, Hénaff, etc.). Peut-on faire confiance au modèle de développement prôné par ces industriels ? Interrogeons-nous sur la qualité de l'eau et de l'air en Bretagne et sur les conditions de travail dans ces entreprises. *Ouest-France* du 8 novembre 2002 nous révèle : « En Bretagne, un accident du travail sur quatre a lieu en agroalimentaire. Avec 2 472 cas, les troubles musculo-squelettiques (maladie professionnelle) ont progressé de 24 % » selon une enquête auprès de 84 entreprises de plus de 50 salariés. « Les relations sociales sont mauvaises ou inexistantes dans 47 % des entreprises. »

– Si la concentration de l'agroalimentaire crée bon an mal an, de 5 000 à 10 000 emplois salariés dans l'industrie (souvent des emplois peu qualifiés et sans intérêt), elle élimine chaque année 30 000 petits paysans. L'impact sur l'aménagement du territoire est édifiant.

– Ces industriels sont les premiers à licencier ou à réclamer des subventions dès que ça tourne mal. Ainsi Glon, président de l'Institut de Locarn, deuxième fortune de Bretagne, dont le groupe Glon-Sanders est numéro un de l'alimentation animale en France, licencie 180 personnes à l'abattoir de volailles de

« Si la concentration de l'agroalimentaire crée plusieurs milliers d'emplois salariés dans l'industrie, elle élimine chaque année 30 000 petits paysans. »

« Glon, président de l'Institut de Locarn, deuxième fortune de Bretagne, licencie 180 personnes et touche 700 000 euros du conseil général, autant du conseil régional et 1,3 millions d'euros de l'État. Pas mal, pour quelqu'un qui vilipende les assistés ! »

Keranna à Guiscriff et touche 700 000 euros du conseil général, autant du conseil régional et 1,3 millions d'euros de l'État pour moderniser le site. Pas mal, pour quelqu'un qui vilipende les assistés ! N'est-ce pas une démonstration de la soumission du politique à l'économique : voter devient alors sans objet vu que c'est le travail en lobbying qui est à l'origine de toutes décisions. La démocratie n'est plus qu'un mot.

– Sous couvert d'intégrer les réalités culturelles, l'Institut de Locarn cherche à développer un sentiment identitaire en Bretagne pour mieux imposer ses idées. L'Institut de Locarn milite pour une Europe des régions à fortes identités dans laquelle la Bretagne serait un fer de lance, « un tigre européen » dans une Europe fédérale.

Et, il ne faut pas se leurrer, sous le masque de la démocratie de proximité, de la prise en compte des réalités locales, la décentralisation-régionalisation du gouvernement Raffarin risque bien d'aboutir aux souhaits de cet Institut :

– Éducation régionale : c'est-à-dire des diplômes à valeur régionale et un mécénat d'entreprises dans les universités qui oriente et permet de trier les « bons étudiants et bonnes étudiantes ». L'Institut pénètre déjà le milieu universitaire : le président du conseil d'administration de l'IUT de Vannes, Serge Capitaine, du groupe TFE, est membre de l'Institut. De même, Alain Glon a parrainé la remise de diplômes de la maîtrise de sciences de gestion de l'IUT de Vannes.

– Code du travail régional avec conventions collectives régionales ou, pire, juste accords d'entreprises. C'est la casse de la protection des salariés, pourtant bien maigre. Les relations patrons/salariés seront soumises au rapport de force local. Vu le faible degré d'organisation des salariés et salariées, c'est la porte ouverte à l'arbitraire patronal, le contrat de travail risquant de se résumer à : « Accepte, tais-toi ou… dégage ! »

– Sécurité sociale régionale, c'est-à-dire inégalité de couverture sociale selon que l'on habite Vannes ou Toulouse, par exemple.

– Fonds de pension régional.

– Remise en cause de la laïcité. À la création de l'Institut de Locarn en 1994, les liens avec l'Opus Dei étaient particulièrement évidents : l'inauguration a eu lieu en présence du député européen Otto de Habsbourg, un « officiel » de cette secte catholique.

Leur but s'apparente alors à la constitution d'une fédération européenne de régions ethniques, c'est-à-dire le retour aux temps des féodalités. Dans *Ouest-France* du 3 octobre 2001, Yves Rocher, dont le groupe est aussi représenté à l'Institut, entre autres avec Guy Plunier, fondateur de Catholiques pour les libertés économiques, présente son combat : « créer des emplois sur NOS terres, en Bretagne ». Mon seigneur est trop bon !

Les membres de l'Institut de Locarn recherchent les élites qui pourront leur rapporter mais n'ont pas de considération pour la ou le pékin. Le vecteur culturel est le prétexte pour souder toute la population derrière leurs intérêts, une sorte de nationalisme pour la guerre économique, comme si les classes sociales n'existaient plus.

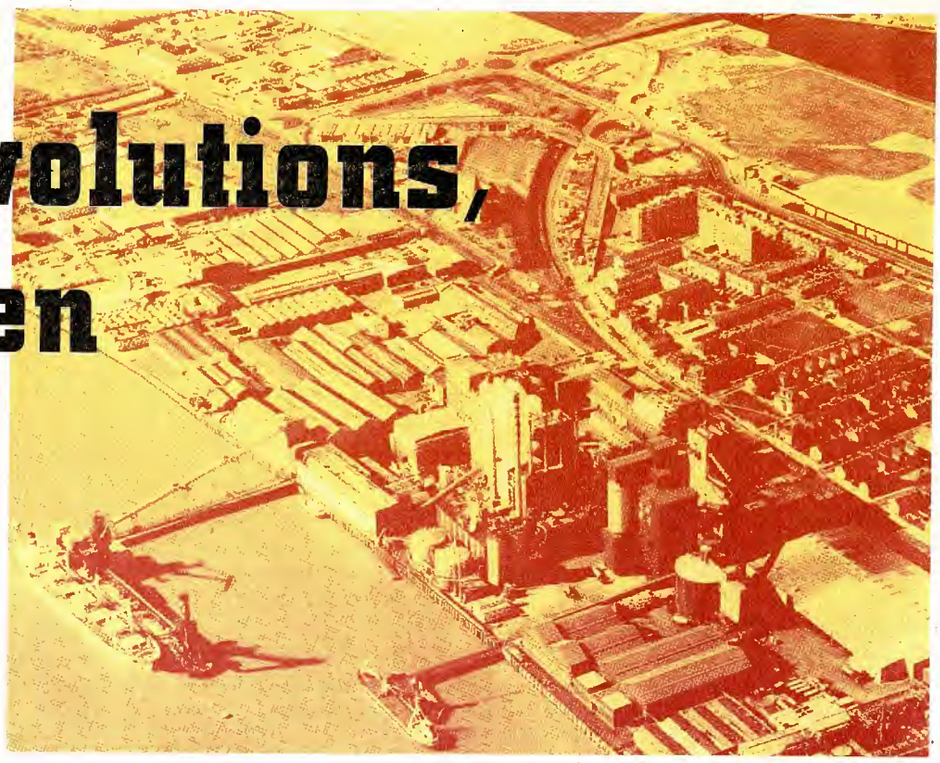
Ces gens-là, quoiqu'ils s'en défendent, sont des militant(e)s politiques avec pour idéologie l'ultralibéralisme, le consensus identitaire à la sauce catholique réactionnaire. Élitistes, donc opposé(e)s à l'égalité, ils cachent leur « racisme » derrière des termes élégants mais pourtant bien puants… L'instigateur originel de l'Institut de Locarn, le professeur en HEC (haute école de commerce) et ex-consultant pour la DGSE (services secrets), Joseph Le Bihan, évoqua ainsi dans une conférence en 1992 « les peuples à culture énergique et les peuples à culture molle ».

Face à cet assaut, le collectif continue à informer la population et prépare une demande d'annulation de l'adhésion de la ville de Vannes auprès du préfet, avant d'entamer une procédure auprès du tribunal administratif.

Pour notre part, anarchistes, nous ne mettons pas en avant la République une, indivisible et laïque comme rempart aux dangereuses extravagances de ces réseaux patronaux et de leurs relais politiques. Opposé(e)s aux frontières et au nationalisme, nous restons de fervents partisans et ferventes partisanes du fédéralisme (liberté), c'est-à-dire l'autonomie d'un groupe humain dans son organisation interne et sa libre association par contrat mutuel avec d'autres groupes, mais nous ne séparons pas le fédéralisme du socialisme (égalité), c'est-à-dire la propriété collective des moyens de production et d'échange dont la règle sera de chacun(e) selon ses moyens à chacun(e) selon ses besoins, en prenant en compte les impacts sociaux et écologiques de toute décision. Il est évident qu'il sera laissé entière liberté aux individus qui ne souhaitent pas du travail associé et autogéré, pour leur permettre de s'organiser en autonomie maximum, à condition qu'ils et qu'elles n'exploitent pas le travail d'autrui. Dès la constitution du mouvement anarchiste, Bakounine constatait que la liberté (le fédéralisme) sans l'égalité, c'était l'exploitation des hommes et des femmes par une minorité et l'égalité (le socialisme) sans la liberté, c'était l'esclavage. C'est pourquoi notre principal objectif est de construire le mouvement et les expériences qui réussissent à lier les deux, et d'empêcher tout projet qui viserait à entraver notre émancipation. Minuscules moustiques face au puissant Institut de Locarn, nous entendons bien lui faire des boutons que nous souhaitons particulièrement irritants… L'idéal étant d'atteindre une allergie généralisée et mortelle !

Stéphane
groupe de Lorient

Deux révolutions, sinon rien



Discours politicien, verve journalistique, théorie économique, tout concourt à nous présenter la croissance comme le seul remède aux problèmes majeurs qui nous assaillent aujourd'hui. Si elle vient à faiblir, c'est la Bourse qui s'affole, les investisseurs qui paniquent, la confiance des ménages et des marchés financiers qui se trouve entamée... Et réciproquement! Il faut dare-dare s'attaquer aux obstacles qui la freinent, et s'employer à retrouver le plus vite possible un haut niveau de croissance. En oubliant que le calcul du PNB, chimère d'une richesse fictive, ne permet de mesurer que ce qui se paie sur le marché, que les nuisances sont souvent comptabilisées positivement, et que ladite croissance, au mieux laisse intactes les inégalités de départ des revenus et des patrimoines, au pire les aggrave.

Malheureusement pour les apôtres de l'ultra-libéralisme pour qui croissance de la consommation égale accélération des profits, deux livres (auxquels cet article emprunte largement), qui viennent d'être récemment réédités, portent un coup mortel aux prétentions de ces illusionnistes. *L'Économique et le vivant* de René Passet[1] et *La Décroissance* de Nicholas Georgescu-Roegen[2].

L'impasse de l'économie classique

Fondée sur une vision mécaniste réductrice, la science économique dominante assimile le processus économique à un modèle mécanique régi par un principe de conservation et une loi de maximisation. Ce processus économique est pensé comme un processus isolé et indépendant. La dégradation de l'environnement, l'épuisement des ressources naturelles, mais aussi les nombreux dysfonctionnements sociaux mettent en lumière la faillite d'une science économique (tant marxiste que libérale d'ailleurs) qui a posé l'objet de son étude comme fin en soi, et dont certains aspects procèdent d'une croyance aveugle en la technique, et même en l'immortalité de l'homme. D'où le mythe de l'abondance sans conséquences écologiques et sans limites: la croissance industrielle est censée engendrer le développement économique, condition de l'épanouissement humain.

Par des approches complémentaires, les deux auteurs montrent que la reproduction de la sphère économique ne peut plus être pensée indépendamment du milieu qui la porte, la biosphère. Aucun système économique ne peut survivre sans un apport continu d'énergie et de matière. Il s'agit de deux logiques qui s'affrontent, celle de l'économique et celle du vivant: alors que la nature maximise des stocks (la biomasse) à partir d'un flux donné (le rayonnement solaire), l'économie maximise des flux marchands en épuisant des stocks naturels; alors que la nature obéit à une logique de l'interdépendance et de la circularité (les grands cycles biogéochimiques, la photosynthèse), la décision économique s'appuie sur une relation causale linéaire simple; alors que les écosystèmes non perturbés se diversifient, accroissant leur stabilité dans le temps, la gestion humaine, en privilégiant les variétés économiquement performantes, introduit l'uniformisation et l'instabilité.

Une dégradation irréversible

La bioéconomie, science interdisciplinaire qui intègre les dimensions biogéophysiques de l'activité humaine, bouleverse la vision euphorisante de la pensée économique occidentale. On ne peut désormais plus l'ignorer: il n'y a pas de structures matérielles immuables; notre monde subit une irréversible dégradation physique. Le destin de l'humanité est le même que celui de toute autre espèce, à savoir l'extinction. Le destin ultime de l'univers matériel, soumis à un changement qualitatif inexorable, est le chaos. « Le combat de l'homme pour préserver la nature est un combat en retraite perdu d'avance et on ne peut que différer l'échéance finale », écrit R. Passet. Peu réjouissant! Les principes de la thermodynamique et les contraintes de la géochimie sont incontournables. Or la loi de l'entropie, deuxième principe de la thermodynamique, énonce que l'ordre d'un système clos de transforme continuellement en désordre. Toutes les formes d'énergie sont graduellement transformées en chaleur, et cette chaleur devient si diffuse que l'homme ne peut plus l'utiliser.

Et, comble de malchance! Par la civilisation « thermo-industrielle » qu'il a créée, l'homme accélère cette dégradation, le processus économique ne faisant que transformer des ressources naturelles de valeur en déchets.

Si, pendant des millénaires, l'activité productive de l'homme, reposant sur la chasse, la pêche, la cueillette, puis l'agriculture et l'élevage, a globalement respecté l'écosystème naturel, aujourd'hui l'humanité, espèce dominante, compromet la reproduction du milieu qui la porte. La consommation d'énergie par tête représente sans doute le meilleur indice des forces mises en œuvre pour transformer le monde: or elle était de deux à trois mille kilocalories avant l'invention du feu; elle dépasse aujourd'hui 230000 kilocalories aux États-Unis!

Le développement économique actuel n'est pas soutenable, entre autres parce qu'il puise dans un capital non reproductible. François Schneider, dans un article intitulé « Point d'efficacité sans sobriété »[3], se livre à un calcul éclairant, même s'il est approximatif: « si, pour rétablir la justice à l'horizon 2050, nous devions offrir une consommation par habitant partout équivalente à celle qui prévaut aujourd'hui au Nord, et en supposant que ce dernier se contente du niveau actuel, il nous faudrait disposer d'un espace naturel équivalent à douze planètes »! Menacer continuellement les régulations de la biosphère revient à faire payer le prix de nos erreurs ou de nos fautes aux générations futures, que seront affectées par nos décisions... sans jamais avoir été consultées. « Chaque fois que nous produisons une voiture, nous détruisons irrévocablement une quantité de basse entropie qui, autrement, pourrait être utilisée pour fabriquer une charrue ou une bêche. Autrement dit, chaque fois que nous produisons une voiture, nous le faisons au prix d'une baisse du nombre de vies humaines à venir », écrit N. Georgescu-Roegen.

Il n'est plus question de poursuivre une concentration urbaine qui entraîne des dépenses énergétiques gigantesques liées aux transports, au stockage des aliments, à l'évacuation des déchets; de prolonger le gaspillage par excès de chauffage, de climatisation, de vitesse, d'éclairage; de maintenir une agriculture hautement mécanisée et lourdement fertilisée qui ne permet l'augmentation des rendements qu'au prix d'un épuisement accru des ressources.

Un clivage s'opère très clairement entre ceux qui acceptent, ou qui revendiquent, une remise en question radicale de l'organisation sociale et ceux qui s'accrochent coûte que coûte à un système qui s'effondre visiblement de plus en plus, empêtré

« Or le capitalisme a besoin, pour se perpétuer, du renouvellement technique incessant, de nouveaux marchés, d'une croissance continue (supérieure à 3 %, prétendent même certains). Cet argument, à lui seul, devrait suffire à discréditer définitivement le système capitaliste. »

dans ses propres contradictions. Pour les seconds, les tenants de « l'éco-économie », la panacée se trouve dans le recyclage des matériaux et les économies d'énergie. Dépolluons, créons une écotaxe, et tout ira mieux. L'essentiel étant de ne pas perturber le commerce extérieur, de ne pas bousculer les grands équilibres économiques. Le changement... dans la continuité. « L'écologiquement correct ». Certains crient même, pour mieux effaroucher, au retour à la préhistoire, alors que la décroissance matérielle (énergie et matières premières), non seulement ne contrarierait pas mais favoriserait une croissance du temps libre, du bien-être, du relationnel, de l'épanouissement personnel, des services. Les plus pervers ou les plus couards brandissent même la perspective d'une dictature pour imposer les changements importants que nécessiterait une croissance faible !

La réalité est beaucoup plus complexe. S'il n'y a pas d'industrie sans déchets, il n'y a pas non plus de recyclage gratuit en termes énergétiques. Le recyclage n'est ni impossible ni inutile, mais aucune technique ne réussira à éliminer totalement les consommations liées à l'extraction, la transformation, l'utilisation des matières premières minérales nécessaires au mode de production industriel. Les gains d'énergie obtenus par la production de véhicules automobiles plus économes en essence ou l'isolation des logements restent très modestes. Et à quoi serviront de nouveaux carburants verts pour des voitures plus propres si elles sont toujours plus nombreuses (il est prévu, dans le prochain quart de siècle, un doublement du parc automobile mondial) ? Par ailleurs, plus on recycle, plus on donne bonne conscience : sous prétexte qu'on recycle (partiellement) le papier, le volume des dépliants publicitaires ne cesse d'augmenter dans les boîtes à lettres ! Il ne s'agit pas de nier le progrès technique, mais d'en souligner les limites physiques et économiques.

Réduire autant que possible l'épuisement des ressources non renouvelables, améliorer les utilisations directes de l'énergie solaire, la seule source propre et illimitée, non seulement ne suffira pas, mais laissera ces orientations à l'état de vœux pieux si le système capitaliste demeure.

Abolir le capitalisme

R. Passet nous le rappelle sobrement : « la logique du marché ne peut assurer la reproduction du milieu naturel ». Et, décidément entêté, il poursuit ailleurs : « La logique de la sphère financière, totalement déconnectée du réel, assure son emprise sur l'appareil productif et l'oriente selon des impératifs qui n'ont plus rien à voir avec les exigences du développement durable ». La recherche du profit conduit à s'orienter vers les activités qui tirent du milieu le maximum de rendement dans le minimum de temps. Dans la gestion capitaliste, nulle part n'est comptabilisé l'épuisement d'une ressource naturelle ou la dégradation de la ressource humaine. De la même manière qu'il évacue l'homme comme réalité biologique, psychologique et sociale, le marché s'assoit sur les contraintes de la biosphère (rythmes de reconstitution des ressources renouvelables, capacités d'autorégénération du milieu). Remettre l'économique à sa vraie place, celle d'un sous-système dont les finalités restent subordonnées au respect des régulations des systèmes qui l'englobent, exige que l'on sorte du capitalisme.

Scientifique dissident, économiste brillant, N. Georgescu-Roegen est encore plus précis : si l'on veut sauver la planète en mettant en œuvre cette solidarité intergénérationnelle, la croissance économique ne peut se poursuivre ni au taux actuel ni à des taux moins élevés. L'économie stationnaire, la fameuse « croissance zéro » des années soixante-dix, a priori séduisante, n'est pas davantage viable : le simple maintien de notre niveau de vie actuel pérenniserait des prélèvements considérables dans notre patrimoine. La croissance actuelle doit être inversée. La décroissance est désormais inévitable pour assurer un développement réellement durable de l'humanité – « réellement », et non ce concept « tarte à la crème » galvaudé dont se sont emparé tous les démagos, récupérateurs et autres opportunistes, et destiné à n'être qu'un aménagement marginal du libéralisme.

Or le capitalisme a besoin, pour se perpétuer, du renouvellement technique incessant, de nouveaux marchés, d'une croissance continue (supérieure à 3 %, prétendent même certains). Cet argument, à lui seul, devrait suffire à discréditer définitivement le système capitaliste. Et en premier lieu, le complexe militaro-industriel qui engloutit des quantités gigantesques d'énergie, de matières premières et d'argent, et à qui les actes terroristes du 11 septembre 2001 ne manquent pas de donner un nouvel élan, notamment aux États-Unis. L'une des raisons principales pour lesquelles le capitalisme a besoin d'une croissance forte est que, concentration oblige, il ne peut partager les fruits de cette croissance, et donc pour distribuer quelques miettes supplémentaires aux classes moyennes et pauvres, il est contraint d'accroître sans cesse la taille du gâteau ! On comprend mieux pourquoi certains s'acharnent, par intérêt ou par bêtise, à affirmer qu'une décroissance serait « politiquement impossible, et socialement inacceptable », et qu'elle engendrerait un « véritable chaos social » : parce qu'elle menace les fondements mêmes d'un capitalisme qu'il faut absolument sauver d'une récession annoncée, voire d'un effondrement qui se rapproche !

Les écologistes qui ont adopté l'économie de marché avec option régulation ont « oublié » que l'histoire de l'humanité est celle de la lutte des classes, et qu'il ne suffira pas de développer les technologies douces, ni même de transformer profondément la politique des transports pour supprimer les rapports de domination et d'exploitation, pour instaurer l'égalité économique et la justice sociale.

Ceux qui, à l'opposé, n'entrevoient que la seule lutte des classes comme moteur de l'histoire ont superbement ignoré les contraintes de la biosphère dont l'homme ne pourra jamais s'affranchir. Aveuglés par l'image d'une nature docile à la volonté de maîtrise de l'homme, ils n'ont pas su ou voulu voir que le développement exponentiel de la technique augmente la vulnérabilité des sociétés humaines en même temps qu'il en intensifie la puissance.

Pour une double révolution

Parce que si l'histoire de l'humanité est effectivement celle de la lutte des classes, premièrement, cette histoire de l'humanité est aussi celle de son adaptation permanente au milieu naturel et de transformation de celui-ci par l'activité économique. Deuxièmement, l'histoire ne se résume pas à celle de l'humanité, mais d'abord à celle des grands équilibres biogéochimiques qui ont précédé l'apparition de l'homme et qui, de toute évidence, lui survivront.

En d'autres termes, parce que la dépendance qui nous lie à la nature est aussi fondamentale que le « contrat social », une vraie conscience révolutionnaire est nécessairement la convergence entre une conscience politique et une conscience écologique. Il s'agit d'accomplir une double révolution. Ce projet ne se réalisera certes pas sans un changement profond des mentalités. Mais à ceux qui persistent à penser que la perspective révolutionnaire est une utopie, il faut répondre qu'il est beaucoup plus utopique, monstrueux, dangereux de croire que la civilisation occidentale fondée, entre autres, sur la propriété privée des moyens de production, va pouvoir maintenir longtemps une croissance dont la fascination tend à rendre l'aliénation de plus en plus indolore. Il serait criminel, à l'égard des générations futures, de s'égarer dans de faux combats. Notre responsabilité est proportionnelle à notre puissance. Mais il faut agir vite parce que la durée de l'espoir d'une révolution féconde ne dépassera pas le franchissement du point de non-retour de la dégradation de la biosphère. S'il ne veut pas laisser le premier rôle aux insectes, l'homme n'a pas d'autre issue que de sortir d'une médiocrité généralisée, pas d'autre choix que celui de l'intelligence.

Jean-Pierre Tertrais
groupe La Commune, Rennes

1. Édité en 1979, et réédité en 1996 par Economica.
2. Paru également en 1979, et réédité en 1995 chez Sang de la terre.
3. *Silence*, numéro 280.

Chefs sous surveillance

La question du pouvoir dans les sociétés primitives

« Le chef est, dans la tribu, sous surveillance: la société veille à ne pas laisser le goût du prestige se transformer en désir de pouvoir. Si le désir de pouvoir du chef devient trop évident, la procédure mise en jeu est simple: on l'abandonne, voire on le tue. Le spectre de la division hante peut-être la société primitive, mais elle possède les moyens de l'exorciser. »

AU COURS des deux dernières décennies, l'ethnologie a connu un développement brillant grâce à quoi les sociétés primitives ont échappé sinon à leur destin (la disparition) du moins à l'exil auquel les condamnait, dans la pensée et l'imagination de l'Occident, une tradition d'exotisme très ancienne. À la conviction candide que la civilisation européenne était absolument supérieure à tout autre système de société s'est peu à peu substituée la reconnaissance d'un relativisme culturel qui, renonçant à l'affirmation impérialiste d'une hiérarchie des valeurs, admet désormais, s'abstenant de les juger, la coexistence des différences socioculturelles. En d'autres termes, on ne projette plus sur les sociétés primitives le regard curieux ou amusé de l'amateur plus ou moins éclairé, plus ou moins humaniste, on les prend en quelque sorte au sérieux. La question est de savoir jusqu'où va cette prise au sérieux.

Qu'entend-on précisément par société primitive? La réponse nous est fournie par l'anthropologie la plus classique lorsqu'elle veut déterminer l'être spécifique de ces sociétés, lorsqu'elle veut indiquer ce qui fait d'elles des formations sociales irréductibles: les sociétés primitives sont les sociétés sans État, elles sont les sociétés dont le corps ne possède pas d'organe séparé du pouvoir politique. C'est selon la présence ou l'absence de l'État que l'on opère un premier classement des sociétés, au terme duquel elles se répartissent en deux groupes: les sociétés sans État et les sociétés à État, les sociétés primitives et les autres. Ce qui ne signifie pas, bien entendu, que toutes les sociétés à État soient identiques entre elles: on ne saurait réduire à un seul type les diverses figures historiques de l'État et rien ne permet de confondre entre eux l'État despotique archaïque, ou l'État libéral bourgeois, ou l'État totalitaire fasciste ou communiste. Prenant donc garde d'éviter cette confusion qui empêcherait en particulier de comprendre la nouveauté et la spécificité radicales de l'État totalitaire, on retiendra qu'une propriété commune fait s'opposer en bloc les sociétés à État aux sociétés primitives. Les premières présentent toutes cette dimension de division inconnue chez les autres, toutes les sociétés à État sont divisées, en leur être, en dominants et dominés, tandis que les sociétés sans État ignorent cette division: déterminer les sociétés primitives comme sociétés sans État, c'est énoncer qu'elles sont, en leur être, homogènes parce qu'elles sont indivisées. Et l'on retrouve ici la définition ethnologique de ces sociétés: elles n'ont pas d'organe séparé du pouvoir, le pouvoir n'est pas séparé de la société.

Prendre au sérieux les sociétés primitives revient ainsi à réfléchir sur cette proposition qui, en effet, les définit parfaitement: on ne peut y isoler une sphère politique distincte de la sphère du social. On sait que, dès son aurore grecque, la pensée politique de l'Occident a su déceler dans le politique l'essence du social humain (l'homme est un animal politique), tout en saisissant l'essence du politique dans la division sociale entre dominants et dominés, entre ceux qui savent et donc commandent et ceux qui ne savent pas et donc obéissent. Le social c'est le politique, le politique c'est l'exercice du pouvoir (légitime ou non, peu importe ici) par un ou quelques-uns sur le reste de la société (pour son bien ou son mal, peu importe ici): pour Héraclite, comme pour Platon et Aristote, il n'est de société que sous l'égide des rois, la société n'est pas pensable sans sa division entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent et là où fait défaut l'exercice du pouvoir, on se trouve dans l'infrasocial, dans la non-société.

C'est à peu près en ces termes que les premiers Européens jugèrent les Indiens d'Amérique du Sud, à l'aube du XVIe siècle. Constatant que les « chefs » ne possédaient aucun pouvoir sur les tribus, que personne n'y commandait ni n'y obéissait, ils déclaraient que ces gens n'étaient point policés, que ce n'étaient point de véritables sociétés: des sauvages « sans foi, sans loi, sans roi ».

Il est bien vrai que, plus d'une fois, les ethnologues eux-mêmes ont éprouvé un embarras certain lorsqu'il s'agissait non point tant de comprendre, mais simplement de décrire cette très exotique particularité des sociétés primitives: ceux que l'on nomme les leaders sont démunis de tout pouvoir, la chefferie s'institue à l'extérieur de l'exercice du pouvoir politique. Fonctionnellement, cela paraît absurde: comment penser dans la disjonction chefferie et pouvoir? À quoi servent les chefs, s'il leur manque l'attribut essentiel qui ferait d'eux justement des chefs, à savoir la possibilité d'exercer le

Totem, Colombie britannique

pouvoir sur la communauté? En réalité, que le chef sauvage ne détienne pas le pouvoir de commander ne signifie pas pour autant qu'il ne sert à rien: il est au contraire investi par la société d'un certain nombre de tâches et l'on pourrait à ce titre voir en lui une sorte de fonctionnaire (non rémunéré) de la société. Que fait un chef sans pouvoir? Il est, pour l'essentiel, commis à prendre en charge et à assumer la volonté de la société d'apparaître comme une totalité une, c'est-à-dire l'effort concerté, délibéré de la communauté en vue d'affirmer sa spécificité, son autonomie, son indépendance par rapport aux autres communautés. En d'autres termes, le leader primitif est principalement l'homme qui parle au nom de la société lorsque circonstances et événements la mettent en relation avec les autres. Or ces derniers se répartissent toujours, pour toute communauté primitive, en deux classes: les amis et les ennemis. Avec les premiers, il s'agit de nouer ou de renforcer des relations d'alliance, avec les autres Il s'agit de mener à bien, lorsque le cas se présente, les opérations guerrières. Il s'ensuit que les fonctions concrètes, empiriques du leader se déploient dans le champ, pourrait-on dire, des relations internationales et exigent par suite les qualités afférentes à ce type d'activité: habileté, talent diplomatique en vue de consolider les réseaux d'alliance qui assureront la sécurité de la communauté; courage, dispositions guerrières en vue d'assurer une défense efficace contre les raids des ennemis ou, si possible, la victoire en cas d'expédition contre eux.

« Comme sociétés complètes, achevées, adultes et non plus comme embryons infrapolitiques, les sociétés primitives n'ont pas d'État parce qu'elles le refusent, parce qu'elles refusent la division du corps social en dominants et dominés. »

Mais ne sont-ce point là, objectera-t-on, les tâches mêmes d'un ministre des Affaires étrangères ou d'un ministre de la Défense? Assurément. À cette différence près néanmoins, mais fondamentale: c'est que le leader primitif ne prend jamais de décision de son propre chef (si l'on peut dire) en vue de l'imposer ensuite à sa communauté. La stratégie d'alliance qu'il développe, la tactique militaire qu'il envisage ne sont jamais les siennes propres, mais celles qui répondent exactement au désir ou à la volonté explicite de la tribu. Toutes les tractations ou négociations éventuelles sont publiques, l'intention de faire la guerre n'est proclamée qu'autant que la société veut qu'il en soit ainsi. Et il ne peut naturellement en être autrement: un leader aurait-il en effet l'idée de mener, pour son propre compte, une politique d'alliance ou d'hostilité avec ses voisins, qu'il n'aurait de toute manière aucun moyen d'imposer ses buts à la société puisque, nous le savons, il est dépourvu de tout pouvoir. Il ne dispose, en fait, que d'un droit, ou plutôt d'un devoir de porte-parole: dire aux autres le désir et la volonté de la société.

Qu'en est-il, d'autre part, des fonctions du chef non plus comme préposé de son groupe aux relations extérieures avec les étrangers, mais dans ses relations internes avec le groupe lui-même? Il va de soi que si la communauté le reconnaît comme leader (comme porte-parole) lorsqu'elle affirme son unité par rapport aux autres unités, elle le crédite d'un minimum de confiance garantie par les qualités qu'il déploie précisément au service de sa société. C'est ce que l'on nomme le prestige, très généralement confondu, à tort bien entendu, avec le pouvoir. On comprend ainsi fort bien qu'au sein de sa propre société, l'opinion du leader, étayée par le prestige dont il jouit, soit, le cas échéant, entendue avec plus de considération que celle des autres individus. Mais l'attention particulière dont on honore (pas toujours d'ailleurs) la parole du chef ne va jamais jusqu'à la laisser se transformer en parole de commandement, en discours de pouvoir: le point de vue du leader ne sera écouté qu'autant qu'il exprime le point de vue de la société comme totalité une. Il en résulte que non seulement le chef ne formule pas d'ordres, dont il sait d'avance que personne n'y obéirait, mais qu'il ne peut même pas (c'est-à-dire qu'il n'en détient pas le pouvoir) arbitrer lorsque se présente par exemple un conflit entre deux individus ou deux familles. Il tentera non pas de régler le litige au nom d'une loi absente dont il serait l'organe, mais de l'apaiser en faisant appel, au sens propre, aux bons sentiments des parties opposées, en se référant sans cesse à la tradition de bonne entente léguée, depuis toujours, par les ancêtres. De la bouche du chef jaillissent non pas les mots qui sanctionneraient la relation de commandement obéissance, mais le discours de la société elle-même sur elle-même, discours au travers duquel elle se proclame elle-même communauté indivisée et volonté de persévérer en cet être indivisé.

Les sociétés primitives sont donc des sociétés indivisées (et pour cela, chacune se veut totalité une): sociétés sans classes – pas de riches exploiteurs des pauvres –, sociétés sans division en dominants et dominés – pas d'organe séparé du pouvoir. Il est temps maintenant de prendre complètement au sérieux cette dernière propriété sociologique des sociétés primitives. La séparation entre chefferie et pouvoir signifie-t-elle que la question du pouvoir ne s'y pose pas, que ces sociétés sont a-politiques? À cette question, la « pensée » évolutionniste et sa variante en apparence la moins sommaire, le marxisme (engelsien surtout), répond qu'il en est bien ainsi et que cela tient au caractère primitif, c'est-à-dire premier de ces sociétés: elles sont l'enfance de l'humanité, le premier âge de son évolution, et comme telles incomplètes, inachevées, destinées par conséquent à grandir, à devenir adultes, à passer de l'a-politique au politique. Le destin de toute société, c'est sa division, c'est le pouvoir séparé de la société, c'est l'État comme organe qui sait et dit le bien commun à tous et se charge de le leur imposer.

Telle est la conception traditionnelle, quasi générale, des sociétés primitives comme sociétés sans État. L'absence de l'État marque leur incomplétude, le stade embryonnaire de leur existence, leur a-historicité. Mais en est-il bien ainsi? On voit bien qu'un tel jugement n'est en fait qu'un préjugé idéologique, d'impliquer une conception de l'histoire comme mouvement nécessaire de l'humanité à travers des figures du social qui s'engendrent et s'enchaînent mécaniquement. Mais que l'on refuse cette néothéologie de l'histoire et son continuisme fanatique: dès lors les sociétés primitives cessent d'occuper le degré zéro de l'Histoire, grosses qu'elles seraient en même temps de toute l'histoire à venir, inscrite d'avance

En haut: Gikamhl, masque de chef, Colombie britannique
Ci-contre: Casse-tête Sioux-Dakota

en leur être. Libérée de ce peu innocent exotisme, l'anthropologie peut alors prendre au sérieux la vraie question du politique: pourquoi les sociétés primitives sont-elles des sociétés sans État? Comme sociétés complètes, achevées, adultes et non plus comme embryons infra-politiques, les sociétés primitives n'ont pas d'État parce qu'elles le refusent, parce qu'elles refusent la division du corps social en dominants et dominés. La politique des sauvages, c'est bien en effet de faire sans cesse obstacle à l'apparition d'un organe séparé du pouvoir, d'empêcher la rencontre, d'avance sue fatale, entre institution de la chefferie et exercice du pouvoir. Dans la société primitive, il n'y a pas d'organe séparé du pouvoir parce que le pouvoir n'est pas séparé de la société, parce que c'est elle qui le détient, comme totalité une, en vue de maintenir son être indivisé, en vue de conjurer l'apparition en son sein de l'inégalité entre maîtres et sujets, entre le chef et la tribu. Détenir le pouvoir, c'est l'exercer; l'exercer, c'est dominer ceux sur qui il s'exerce: voilà très précisément ce dont ne veulent pas (ne voulurent pas) les sociétés primitives, voilà pourquoi les chefs y sont sans pouvoir, pourquoi le pouvoir ne se détache pas du corps un de la société. Refus de l'inégalité, refus du pouvoir séparé: même et constant souci des sociétés primitives. Elles savaient fort bien qu'à renoncer à cette lutte, qu'à cesser d'endiguer ces forces souterraines qui se nomment désir de pouvoir et désir de soumission et sans la libération desquelles ne saurait se comprendre l'irruption de la domination et de la servitude, elles savaient qu'elles y perdraient leur liberté.

La chefferie n'est, dans la société primitive, que le lieu supposé, apparent du pouvoir. Quel en est le lieu réel? C'est le corps social lui-même qui le détient et l'exerce comme unité indivisée. Ce pouvoir non séparé de la société s'exerce en un seul sens, il anime un seul projet: maintenir dans l'indivision l'être de la société, empêcher que l'inégalité entre les hommes installe la division dans la société. Il s'ensuit que ce pouvoir s'exerce sur tout ce qui est susceptible d'aliéner la société, d'y introduire l'inégalité: Il s'exerce, entre autres, sur l'institution d'où pourrait surgir la captation du pouvoir, la chefferie. Le chef est, dans la tribu, sous surveillance: la société veille à ne pas laisser le goût du prestige se transformer en désir de pouvoir. Si le désir de pouvoir du chef devient trop évident, la procédure mise en jeu est simple: on l'abandonne, voire on le tue. Le spectre de la division hante peut-être la société primitive, mais elle possède les moyens de l'exorciser.

« Détenir le pouvoir, c'est l'exercer ; l'exercer, c'est dominer ceux sur qui il s'exerce : voilà très précisément ce dont ne veulent pas (ne voulurent pas) les sociétés primitives, voilà pourquoi les chefs y sont sans pouvoir, pourquoi le pouvoir ne se détache pas du corps un de la société. »

L'exemple des sociétés primitives nous enseigne que la division n'est pas inhérente à l'être du social, qu'en d'autres termes, l'État n'est pas éternel, qu'il a, ici et là, une date de naissance. Pourquoi a-t-il émergé? La question de l'origine de l'État doit se préciser ainsi: à quelles conditions une société cesse-t-elle d'être primitive? Pourquoi les codages qui conjurent l'État défaillent-ils, à tel ou tel moment de l'histoire? Il est hors de doute que seule l'interrogation attentive du fonctionnement des sociétés primitives permettra d'éclairer le problème des origines. Et peut-être la lumière ainsi jetée sur le moment de la naissance de l'État éclairera-t-elle également les conditions de possibilité (réalisables ou non) de sa mort.

Pierre Clastres
in Interrogations, *numéro 7, juillet 1976*

Ethnologue. Professeur à l'École pratique des hautes études.
A publié* Chronique des indiens Guayaki, *1972,* Le Grand Parler – Mythes et textes sacrés des indiens Guarani, *1974,* La Société contre l'État, *1974.
Disponibles à Publico

Geronimo

N'est pas chef qui veut

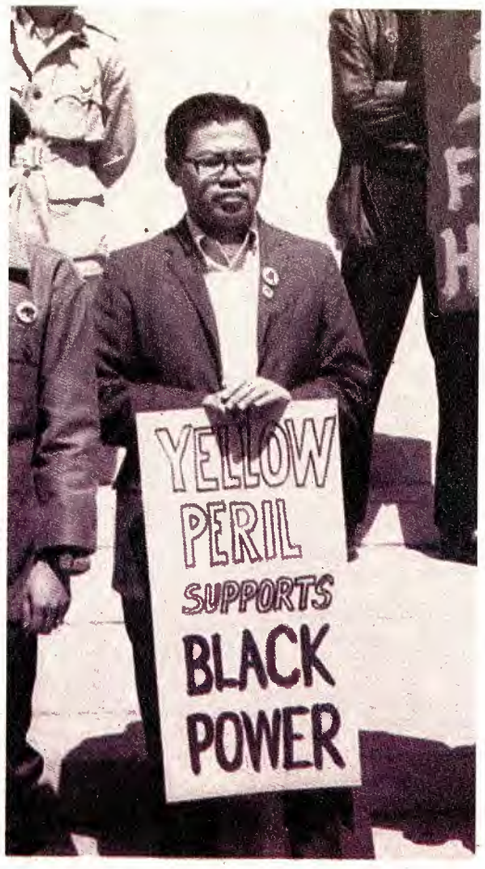
Geronimo n'était qu'un jeune guerrier comme les autres lorsque les soldats mexicains attaquèrent le camp de sa tribu et firent un massacre de femmes et d'enfants. La famille de Geronimo fut entièrement exterminée. Les diverses tribus apaches firent alliance pour se venger des assassins et Geronimo fut chargé de conduire le combat. Succès complet pour les Apaches, qui anéantirent la garnison mexicaine. Le prestige guerrier de Geronimo, principal artisan de la victoire, fut immense. Et, dès ce moment-là, les choses changent, quelque chose se passe en Geronimo, quelque chose passe. Car si, pour les Apaches, satisfaits d'une victoire qui réalise parfaitement leur désir de vengeance, l'affaire est en quelque sorte classée, Geronimo, quant à lui, ne l'entend pas de cette oreille: il veut continuer à se venger des Mexicains, il estime insuffisante la défaite sanglante imposée aux soldats. Mais il ne peut, bien sûr, aller seul à l'attaque des villages mexicains. Il tente donc de convaincre les siens de repartir en expédition. En vain. La société apache, une fois atteint le but collectif – la vengeance – aspire au repos. Le but de Geronimo est donc un objectif individuel pour la réalisation duquel il veut entraîner la tribu. Il veut faire de la tribu l'instrument de son désir, alors qu'il fut auparavant, en raison de sa compétence de guerrier, l'instrument de la tribu. Bien entendu, les Apaches n'ont jamais voulu suivre Geronimo. [...] Tout au plus le chef apache réussissait-il (parfois, au prix de mensonges) à convaincre quelques jeunes gens avides de gloire et de butin Pour l'une de ces expéditions, l'armée de Geronimo héroïque et dérisoire, se composait de deux hommes! Les Apaches qui, en fonction des circonstances, acceptaient leadership de Geronimo pour son habileté de combattant, lui tournaient systématiquement le dos lorsqu'il voulait mener sa guerre personnelle. Geronimo, dernier grand chef de guerre nord-américain, qui passa trente années de sa vie à vouloir « faire le chef », et n'y parvint pas...

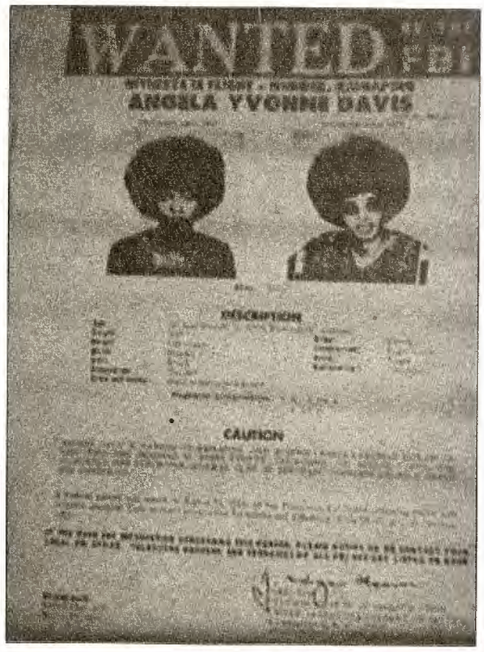
Pierre Clastres
in La Société contre l'État

Une vie bien remplie

Angela Yvonne Davis est née le 26 janvier 1944 à Birmingham, Alabama, dans une famille de la petite bourgeoisie noire. Étudiante, elle eut Herbert Marcuse pour professeur. Elle rejoint le Parti communiste et les Black Panthers à la fin des années soixante, ce qui attire sur elle l'attention soutenue du gouvernement.
Sa participation à la campagne de soutien aux « Frères de Soledad », qui connaît des épisodes violents, lui vaut un passage dans la clandestinité, puis en prison. Elle sera finalement reconnue innocente en 1972 par un jury entièrement blanc.
Elle continue alors son œuvre propagandiste et publie plusieurs ouvrages (*S'ils frappent à l'aube, Femmes, race et classe,* etc.). Angela Davis quitte le Parti communiste en 1991. Militante du mouvement révolutionnaire, elle consacre une bonne part de son énergie à la dénonciation du « complexe carcéro-industriel ».

Si nous, anarchistes, lui donnons la parole ce n'est pas parce que nous partageons tous ses points de vue, ni que nous soyons aveuglés par son parcours militant, aussi impressionnant soit-il. Nous n'ignorons pas ses faux pas, notre projet social n'est pas le même. Le fait de s'être battue, avec constance, au cœur du totalitarisme démocratique des États-Unis lui vaut, pourtant, notre respect. Sa capacité à remettre en cause d'anciens schémas nous intéresse. Nous pensons avoir quelque chose à apprendre d'elle, comme elle de nous.





De gauche à droite : Angela Davis en 1999 ; « Le péril jaune soutient le pouvoir noir » ; avis de recherche.

Angela Davis

« un nouveau maccartisme »

Michèle Bourgade, Mélanie Leduc et Soiliho Bodin ont rencontré Angela Davis au musée d'art contemporain de Lyon lors d'une discussion organisée pendant l'exposition de Sarkis, « Le Monde est illisible, mon cœur si », en mai 2002. Ceci a donné lieu à deux émissions sur Radio libertaire, les 13 et 20 septembre. Nous donnons ci-après une version remontée pour l'écrit de l'intervention de cette militante du mouvement d'émancipation.

LA PREMIÈRE FOIS que j'ai rencontré Sarkis, il y a à peu près un an, et qu'il m'a parlé de cette exposition, nous ne pouvions imaginer les changements qui se produiraient dans le courant de l'année, aux États-Unis, en Europe et dans le monde. Nous avions débattu alors de l'élection, ou plutôt de la non-élection de George Bush. Si l'on se souvient de cette période, l'élection de George W. Bush avait été remise en question, et elle continue à l'être. Nous avions pris en exemple les résultats de Floride, évoquant le cas de nombre d'habitants de cet État qui s'étaient vu privés de la possibilité d'user de leur droit de vote. Voilà une mauvaise nouvelle. Nous avons cité également ces 400 000 hommes noirs qui, pour avoir passé quelque temps en prison, sont écartés de façon permanente du processus électoral en Floride. Et nous spéculions sur ce qui aurait pu se passer si ce groupe, en particulier, avait été en mesure de voter... Bien sûr, aux États-Unis, et dans le monde entier, certaines critiques furent formulées à propos du président récemment élu, ou si l'on préfère non-élu. Par exemple, le *New York Times* publiait quotidiennement des articles très défavorables.

Commodified patriotism

Aujourd'hui, presque un an après, George Bush a subi une véritable transformation. Il a réussi à s'imposer comme le leader de ceux qui se sont engagés dans une croisade contre le Mal dans le monde. Comment cette métamorphose s'est-elle opérée? Il faut garder à l'esprit les événements de septembre 2001. Dans la foulée du 11 septembre, la population était en état de choc, inquiète et en colère. Ces sentiments furent rapidement transformés en ce qu'on pourrait appeler un *commodified patriotism* (patriotisme de consommation). Pour ma part, je pense que les Américains n'ont pas eu l'occasion d'imaginer des formes de communauté qui dépassent les frontières nationales. Qui admettraient d'envisager un monde différent! On ne le leur a pas permis. À la place, la peur, le nationalisme, un patriotisme très réactionnaire, leur ont été proposés comme solution à l'inquiétude, la colère, le choc. Beaucoup ont pensé à l'ère maccartiste et parlèrent de maccartisme du XXIe siècle: des professeurs, par exemple, furent limogés pour avoir critiqué la politique étrangère des États-Unis.

Actuellement, aux États-Unis, nous sommes confrontés, entre autres, à des formes de racisme très difficiles à identifier. L'idéologie dominante nous demande de nous féliciter de la fin du racisme. De fait, après le 11 septembre, nous avons assisté à la consolidation d'une nation pluriculturelle, intégrant des communautés marginalisées jusque-là: communauté noire, communauté latino, indienne (*native Americans*), asiatique, etc. Mais cette multiculturalité fut aussi le prétexte pour exclure les peuples du Moyen-Orient: les Arabes, les musulmans... Le racialisme (*racial profiling*) qui jusque-là était plutôt une arme dirigée contre les Noirs, ou les autres communautés de couleur, fut mobilisé de façon très agressive contre les musulmans – ou tous ceux qui apparaissent comme tels –, quoi que cela puisse signifier. Il est important de réfléchir sur la facilité avec laquelle le racisme peut évoluer. Comment, par exemple, des Noirs absolument opposés à la discrimination raciale peuvent être conduits à reconnaître aujourd'hui qu'elle est nécessaire pour nous sauvegarder des attaques terroristes?

Je suppose que beaucoup de ceux qui ont répondu si vite à l'appel patriotique n'avaient jamais eu l'occasion d'imaginer des formes de communautés bâties par-delà des frontières. Pourquoi aurions-nous besoin de fonder notre communauté sur le nationalisme? Pourquoi ne pas nous penser, et tout particulièrement maintenant, après le 11 septembre, dans ce moment d'angoisse, comme une simple partie du monde?

Pourquoi les États-Unis en seraient-ils le centre? L'Amérique, un symbole de démocratie, avec des pratiques autocratiques, militaristes, et racistes? Un symbole de démocratie avec deux millions de prisonniers? Un pays qui est à l'avant-garde de l'élaboration d'un complexe carcéro-industriel global!

Si j'en parle ici, c'est qu'il me semble que l'exposition de Sarkis nous appelle à imaginer quelque chose de très différent. Nous sommes entourés de journaux du monde entier, de lumière et d'espace. Un espace qui sollicite notre imagination pour le remplir. Cette exposition nous pousse aussi vers une réflexion sur le processus de création des idéologies. Comme il est facile d'admettre ce que des forces comme Bush ou le capitalisme globalisé veulent nous faire intégrer. Pas George Bush l'individu, mais le personnage Bush, le symbole.

Star spangled gag, le bâillon étoilé.

Après le 11 septembre, beaucoup avaient peur de s'exprimer. Après avoir émis de vives critiques sur le gouvernement Bush, je reçus nombre de lettres émanant de tout le pays, pour me remercier d'avoir eu le courage de parler! Je n'ai pas cru faire acte de courage, j'ai juste dit ce qui, à mon sens, devait l'être. Et ce, sans penser adopter une pose héroïque! Là, j'ai pu mesurer jusqu'à quel point les gens étaient gagnés par la crainte. Crainte de conséquences qu'eût pu avoir sur eux le fait de parler comme un Noam Chomsky.

À présent, la situation n'est plus aussi grave qu'elle pouvait l'être durant les quelques mois qui suivirent le 11 septembre. Beaucoup ont commencé à évoquer cette période comme un « nouveau maccartisme », justement parce que les gens, même les radicaux, étaient apeurés: ils craignaient d'affronter l'administration Bush. Et on se souvient combien cette attitude permit au maccartisme de se consolider à la fin des années quarante et durant les années cinquante. Ce n'était pas tant le gouvernement que l'autocensure qui était puissante. Et cette vitesse à laquelle les individus, les universités, Hollywood, acceptèrent de participer à la croisade contre les communistes! La plupart d'entre eux, même les progressistes, tremblaient de peur et ne s'exprimaient plus. C'est ce que nous affrontons maintenant. C'est le vrai *challenge*.

[...] Aux États-Unis, mener à bien des protestations est devenu nettement plus difficile. Même celle, toute simple, de descendre

dans la rue pour manifester. Il me semble qu'avec un Bush aux affaires, qui éprouve de la difficulté à formuler une phrase grammaticalement correcte, qui utilise des métaphores très démodées, et se présente comme un cow-boy des temps anciens, qui veut Oussama ben Laden « mort ou vif », il me semble donc qu'il devrait y avoir des millions de personnes dans les rues de chaque grande ville.

Je ne veux pas laisser entendre qu'il ne se passe rien aux États-Unis. Du côté des jeunes, en particulier, il y a eu une résistance importante: opposition au capitalisme global, manifestations anti-OMC, et aussi un mouvement anticarcéral extraordinaire!

Le monde est beaucoup plus compliqué aujourd'hui... [en français dans le texte]. Beaucoup sans doute pensent que mon séjour de seize mois en prison fut l'époque la plus dure pour moi. Ce n'était pas facile, bien sûr. Mais c'était il y a trente ans... Et j'y pense en termes différents. Notre vision du monde alors était très simple, beaucoup plus qu'elle ne peut l'être aujourd'hui. C'était une période d'immense espoir. En vérité, nous étions sûrs que la révolution arrivait. Voyez jusqu'à quel point nous essayons aujourd'hui de penser les relations entre classes, races, genres, sexualité, nation...

La simplicité avec laquelle nous imaginions nos ennemis, ce que nous devions dépasser, et ce que nous étions capables de faire, nous donnaient foi en notre victoire finale. En noir et blanc. C'était un temps où personne n'aurait pu imaginer un Colin Powell. Un homme noir à la droite de George W. Bush! Parcourant le monde, bâtissant des coalitions militaires... Voilà pourquoi je dis que c'est plus difficile aujourd'hui, précisément parce que nous sommes obligés de changer notre vision du monde. Il fut un temps où l'on pouvait parler d'une communauté noire aux États-Unis, où l'on pouvait affirmer que la lutte contre le racisme impliquait la libération de cette communauté noire, ou des communautés latino, indienne, etc.

Koumbi
Tous les vendredis de 10 heures à midi sur Radio libertaire 89,4 MHz en région parisienne

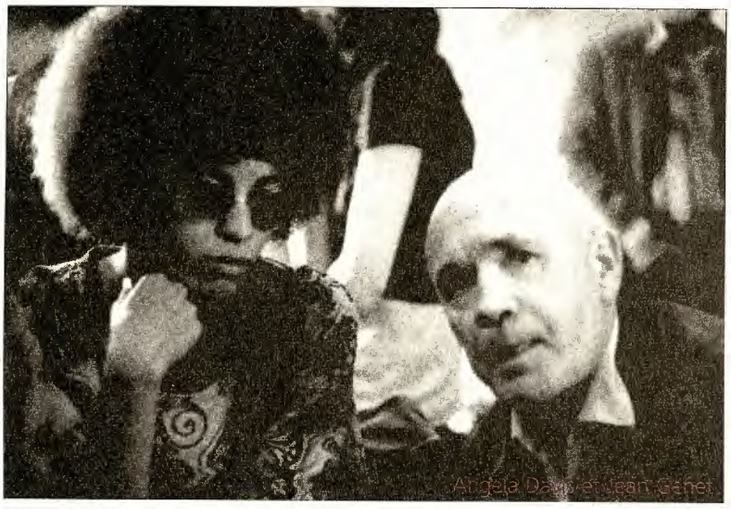
New generation, place aux jeunes.

Et comment pensons-nous les dynamiques de genre, aujourd'hui après un événement comme le 11 septembre? Je mentionnais le phénomène de militarisation, mais nous devons rappeler aussi la résurgence des idées patriarcales les plus rétrogrades. La figure masculine du soldat représentant la Nation. Il nous faut approfondir ce point, penser dans des termes plus complexes. C'est beaucoup plus difficile. J'affirme souvent que c'est à la jeune génération de prendre la tête. Parce que ceux d'entre nous qui sont plus âgés sont dans l'incapacité de considérer certaines choses comme acquises. Nous nous sommes battus pour une façon de penser, d'analyser, de militer qui ne repose pas uniquement sur la race, mais qui lie les questions de classe et de genre à celles de race. Nombreux sont les jeunes activistes qui considèrent cette façon de penser naturelle. Les plus âgés doivent céder le leadership aux jeunes! Les vieux, en particulier les vieux militants, sont bien souvent convaincus qu'ils détiennent les réponses, grâce à leur histoire, à leur expérience. Mais parfois ils hésitent là où des jeunes prendraient le risque. L'ancienne génération doit vraiment passer la main. C'est le plus dur, et aussi le plus facile!

Ce qui me permets de conclure sur une observation personnelle, qui fait aussi partie des bonnes nouvelles. Il y a bien des années, quand j'ai été arrêtée, en 1970, j'étais assez déprimée. Richard Nixon était président, Reagan gouverneur de Californie, et j'étais accusée de trois crimes majeurs. Je risquais la peine capitale trois fois! Dans le monde entier, des gens se sont levés, ma sœur est venue en France et a participé à une manifestation à Paris rassemblant des centaines de milliers de personnes. Et ce qui était inimaginable alors, affronter victorieusement les Nixon, Reagan et consorts... arriva!

Je remercie Sarkis de nous avoir réunis, cet après-midi, pour penser à construire une communauté qui se déploie autour du globe, et pour nous inspirer mutuellement. Pour commencer à rêver, et à s'engager dans un activisme qui fasse de nos rêves une réalité. Je crois que la rencontre entre l'art et la politique se fait justement sur ce projet, celui d'essayer d'imaginer un monde différent, où le profit ne ferait pas la loi, où la vie de chacun aurait une valeur, l'éducation un sens, et où, peut-être, les prisons seraient abolies. Où, tout du moins, elles n'occuperaient pas une place dominante dans le paysage social. De nouvelles institutions et de nouvelles idées doivent offrir leur solution à toute une série de problèmes sociaux.

La bonne nouvelle, c'est que le centre du monde doit se déplacer! (Quand je parle d'un nouveau centre, je ne veux pas dire qu'il devrait y avoir un centre permanent pour le monde!) Grâce à cette exposition, il devient possible d'imaginer d'autres configurations. Et, si nous l'osons, un monde qui ne soit pas gouverné par le capitalisme global.


Angela Davis et Jean Genet

« Les Américains n'ont pas eu l'occasion d'imaginer des formes de communauté qui dépassent les frontières nationales. Qui admettraient d'envisager un monde différent! On ne le leur a pas permis. »

« Trop dominatrices »

Certains frères ne faisaient leur apparition que pour les réunions d'équipe (quelquefois) et chaque fois que nous, les femmes, nous engagions dans quelque chose d'important, ils parlaient des « femmes qui prenaient l'organisation en main ». Ils appelaient cela un coup d'État matriarcal. Tous les mythes concernant les femmes noires faisaient surface. Bobbie, Rene et moi étions trop dominatrices: nous essayions de tout contrôler, y-compris les hommes, ce qui signifiait que nous voulions voler leur virilité. Certains insistaient: en jouant des rôles si important dans l'organisation nous faisions le jeu de l'ennemi, qui voulait que les hommes noirs soient faibles et incapables de se prendre en main. Cette accusation était particulièrement dure parce que nous étions une des rares organisations du front de libération noir de Los Angeles, et probablement de tout le pays, où les femmes jouaient un rôle important. C'était une époque marquée du sceau de certains groupes nationalistes qui voulaient rejeter les femmes dans l'ombre. Les frères qui nous accusaient s'appuyaient sur les tendances à la domination mâle qui se faisaient jour dans le mouvement, mais je suis sûre que certains étaient assez mûrs politiquement pour saisir la nature réactionnaire de ces tendances.

Angela Davis
Autobiographie

L'homme invisible

« Dans l'organisation tripartite[1] du système prostitutionnel (personnes prostituées, clients, proxénètes), ce sont toujours les personnes prostituées qui font l'objet des réactions de rejet ou de mépris. Les proxénètes sont rarement mis en cause (cela évolue depuis le démantèlement de réseaux pédophiles mais qui ne concernent que des mineur(e) s). Les « clients » sont toujours justifiés, excusables. Ils sont la partie invisible d'un scénario dont ils sont pourtant les acteurs principaux. Le public a un regard complaisant, voire complice avec ces hommes qui, en fait, ne font de mal à personne en achetant ce que le marché leur propose ! »

Les « clients » de la prostitution

Qui sont ces hommes qui achètent des services sexuels ? Les personnes prostituées interrogées à leur sujet le disent : ce sont des hommes comme les autres, de toutes conditions sociales, de tous âges.

La première étude sociologique sur les comportements sexuels des êtres humains remonte à 1948. Le rapport Kinsey, qui fit grand bruit à l'époque, portait sur quelques centaines d'individus américains masculins, blancs, et indiquait qu'un pourcentage non négligeable d'entre eux avait recours ou avait eu recours à la prostitution. Cependant, l'échantillonnage était trop restreint pour qu'il constitue un réel document de travail. Il fait cependant toujours référence ainsi qu'un autre rapport publié en 1970, le rapport Simon, qui affine les données sociologiques. Depuis une vingtaine d'années, surtout dans les pays scandinaves, d'autres rapports de sociologues qui font référence ont été publiés, tels Borg, Mansson, Prieur, Taksdal...

L'élément principal qui ressort de ces analyses est que l'achat de services sexuels est un fait masculin (0,3 % de la population féminine admet avoir eu recours à des personnes prostituées, ce qui reste négligeable dans ce contexte – Mansson, 1998).

Les chercheurs et chercheuses ont affiné leurs outils référentiels pour connaître les paramètres nécessaires pour que certains hommes recourent à la prostitution. Les études font ressortir que cela tient à l'histoire personnelle de chacun mais aussi au contexte culturel. Le pourcentage de ceux qui ont recours à l'achat de services sexuels varient entre 3 et 13 % de la population masculine selon les pays.

Dans la prostitution, ce n'est pas tant la sexualité qui est l'enjeu de l'échange entre le « client » et la personne prostituée que la domination à caractère sexuel.

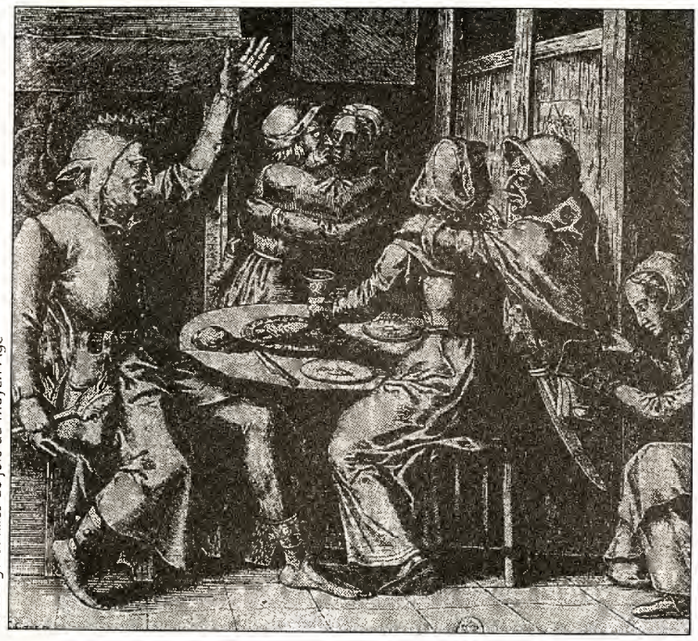
Cette relation s'inscrit dans un rapport de domination sur les femmes (ou les homosexuels considérés comme des femmes) que la société patriarcale génère. Les « clients » qui s'expriment sur leurs besoins de « payer » en contrepartie d'une relation sexuelle mettent en avant le côté éphémère de la relation, le non-engagement, l'absence de responsabilité. Certains se plaignent de leur partenaire qui ne satisferait pas leurs fantasmes et se justifient ainsi. Dans la relation avec une personne prostituée, ils disent avoir le pouvoir de tout faire, s'abandonner à leurs impulsions, être libres de se laisser aller sans culpabilité, donner libre cours à leurs désirs érotiques interdits.

Si la prostitution n'est plus un rite d'initiation pour les jeunes comme elle a pu l'être au XIXe siècle ou une sortie entre copains dans les bordels, elle fait toujours partie de l'imaginaire masculin véhiculé par la société patriarcale. La démarche d'aller voir une personne prostituée n'est pas anodine, elle est source de fantasmes, images de femmes offertes au désir, et toujours satisfaites par le « client » sans les complications d'une relation duelle, signe d'une affectivité infantile. La libération sexuelle des années 1970 n'a pas modifié l'approche du système prostitutionnel. Loin d'amener une relation d'égalité entre les hommes et les femmes, elle a renforcé chez certains le sentiment de pouvoir tout demander et tout obtenir et chez d'autres le sentiment d'infériorité devant des femmes ayant conscience d'elles-mêmes.

Certains pays tentent de responsabiliser les « clients », de leur faire prendre conscience qu'ils sont complices du système prostitutionnel, que par l'achat de services sexuels, ils participent au développement des réseaux de proxénétisme.

Le Canada a mis en place depuis de nombreuses années des structures d'écoute animées par des médiateurs sociaux. Les « clients » peuvent y venir selon leurs besoins pour parler de leurs problèmes.

À San Francisco, en Californie, une survivante de la prostitution, Norma Hotaling, a créé en 1995, avec l'aide des pouvoirs publics, une école des « clients »,



auberge et filles de joie au Moyen Âge

la « John's School ». La police et les médecins collaborent au programme. L'État est prohibitionniste comme dans l'ensemble du territoire américain (à l'exception du Nevada), aussi lorsque les « clients » sont interpellés, ils ont le choix suivant : être inculpés et condamnés à des travaux d'intérêt général ou payer une amende de 500 $ et participer à une journée dans l'école. D'anciennes personnes prostituées racontent leur itinéraire et les violences qu'elles ont subies. Le programme est psychologiquement très puissant, jeux de rôles, mise en situation, etc.

Il y aurait peu de récidives de la part des volontaires ; cependant, ceux-ci étant anonymes, aucun suivi psychologique ou social ne permet d'analyser le degré de la prise de conscience, la démarche n'étant pas à l'origine une demande réelle du « client ». Ce programme connaît un certain succès et plusieurs autres villes l'ont depuis lors adopté.

« Dans la prostitution, ce n'est pas tant la sexualité qui est l'enjeu de l'échange entre le "client" et la personne prostituée que la domination à caractère sexuel. »

maison close dans la Ille République

Le choix de la Suède

Le 1er janvier 1999 entrait en vigueur la loi intitulée « La paix des femmes » votée par le Parlement par 182 voix contre 92 et criminalisant « l'achat de services sexuels » dans la rue, dans les studios de massage ou dans les maisons closes en tant qu'attitude discriminatoire envers les femmes. Cette loi se situe dans le cadre d'une réflexion globale qui remonte à plus de vingt ans entre femmes social-démocrates et féministes, notamment pour éradiquer la prostitution. Des projets d'aide aux personnes souhaitant sortir de la prostitution ont été mis en place.

Dorénavant, la tentative ou l'achat de services sexuels est punissable au regard du Code pénal et, entre autres dispositions, toute une série de peines aggravées en cas de violences sexuelles, y-compris conjugales.

Au bout d'un an, selon la police qui détient un fichier, sur près de 300 personnes prostituées de rue, 80 seulement étaient encore actives. Dans les établissements de massage, lesquels accueillaient les deux tiers des personnes prostituées, les chiffres sont également en baisse. Les « clients » ne veulent pas de scandale, ni passer devant un tribunal pour attitude discriminatoire à l'encontre des femmes.

Cette loi posait des difficultés car, si le gouvernement avait doté les personnels de police de moyens financiers conséquents pour pourchasser les « clients » (7 millions de couronnes), les modalités d'application en restaient confuses : l'intervention policière devait-elle intervenir avant l'achat, pendant l'achat ou après l'achat des services sexuels, en demandant à la personne prostituée son témoignage ?

À ce jour, si les infractions sont en baisse (94 en 1999, 92 en 2000, 86 en 2001) grâce à la diminution de la prostitution, les sanctions ont augmenté (10 amendes en 1999, 29 en 2000, 38 en 2001) car les tribunaux s'appuient maintenant sur une jurisprudence.

Le choix de la Suède de pénaliser les « clients » de la prostitution s'est imposé par une volonté politique de lutter efficacement contre toutes les violences faites aux femmes, la prostitution étant considérée comme une violence banalisée mais réelle.

Le contexte politique s'y prêtait : parité entre hommes et femmes quasi totale au gouvernement, au Parlement, dans les conseils régionaux et les communes aux différentes élections de 1994. Ceci expliquerait-il cela ?

La pénalisation fait intervenir la police, la justice et, si des dispositions ont été prises pour encadrer et aider les personnes prostituées, les « clients » cesseront de l'être par défaut et non par une réelle prise de conscience. La Suède, elle, a depuis longtemps pris des dispositions sociales pour parvenir à l'égalité entre les sexes, pour lutter contre le système patriarcal, que ce soit le congé parental accordé au père ou à la mère, l'éducation antisexiste à l'école, des campagnes publicitaires de prévention des violences dans les différents médias, etc.

La prostitution touche l'opinion publique quand elle concerne les mineur(e)s. Elle redevient banale quand elle concerne des adultes, qu'elle retourne vers le domaine de l'interdit, de l'imaginaire véhiculés par la société patriarcale. Elle disparaîtra lorsque la société sera basée sur des rapports d'égalité, où il n'existera plus de domination d'un sexe sur l'autre et qu'elle ne sera plus une source de revenus pour les réseaux de grand banditisme. Mais pour aboutir, il faut une volonté politique de transformation totale de la société.

Jocelyne
groupe Louise-Michel de la FA

1. Si l'on exclut de cette organisation l'État qui, tout en ne reconnaissant pas les revenus de la prostitution, n'hésite pas à imposer les personnes prostituées comme les proxénètes sur la base de bénéfices non-commerciaux.

sois libre... et tais-toi !

Il s'agit de montrer comment on assiste à un assaut sur le contenu et le sens du concept « Liberté » dans notre vie, notamment en politique et... en sexualité. Le rapport entre ces deux aspects qui lie notre quotidien s'appuie entre autres sur un phénomène d'actualité : le débat sur le système prostitutionnel mené par un gouvernement désigné par le chef de l'État et une Assemblée nationale élus en mettant à mal le libre choix électoral. Les deux se déroulant sous haute manipulation médiatique.

Il ne s'agit ci-contre ni d'un livre de recettes, ni d'un brûlot réclamant la décollation des souteneurs, mais d'une pub pour une voiture. Comprenne qui peut !

Chirac ou la vraie vie

Autre exemple flagrant de la mise à mal de la liberté individuelle : les élections présidentielles en France. Comment, là aussi, à grand renfort médiatique, la notion de liberté a-t-elle été distordue ? Quels sont les mécanismes qui ont été mis en œuvre pour obtenir un angoissant mélange de liberté, de résignation, de consentement, de refus, d'impuissance et de responsabilité en même temps ? Des orifices du corps à la fente de l'urne : quelles sont les conditions d'exercice de la liberté ?

On se souvient qu'au printemps 2002, les citoyen(ne)s français(e)s ont été appelé(e)s à se rendre aux urnes. Il s'agissait d'exercer ou non son droit de vote. Droit strictement encadré : bulletins blancs non décomptés, éligibilité des candidat(e)s filtrée par les signatures des maires et autres restrictions. Le premier tour s'est passé « normalement » : pratique abstentionniste, vote pour les « petits » candidats en guise d'avertissement aux « grands ». Trafalgar, Waterloo ! Au second tour, on avait le choix entre un candidat ayant tenu des propos scandaleux sur le « bruit et l'odeur » et un autre passé « pro » dans le créneau xénophobe. L'orchestration médiatique a obtenu de nombreuses personnes qu'elles votent la rage ou le dégoût au cœur. Passons rapidement sur les promesses électorales n'engageant que ceux et celles qui y croient et qui ont fini par se demander si on a le personnel politique qu'on mérite. Une partie importante des citoyen(ne)s est allée voter librement et contre son gré. Que faire de cette liberté-là ? Que s'est-il passé dans la tête de toutes ces personnes ? Que pensent-elles aujourd'hui de la démocratie, du vote, du libre choix ?

Nombreux sont ceux qui ont manifesté, ont dit qu'ils seraient vigilants, qu'il s'agissait d'un vote sous conditions. En conséquence, les réactions primaires sont largement privilégiées sur les réactions plus réfléchies : la société du spectacle respecte plus la parole de gens choqués que celle qui relaie un argumentaire construit de prises de position par rapport à une situation donnée. Le manque de culture de l'agir ensemble se sent particulièrement dans l'incapacité à se mobiliser, à organiser cette mobilisation. On le constate avec les agissements de Super-Sécuritaire qui se concentre sur le visible, prostitution de rue, contrôle au faciès, répression des marginaux, au mépris d'un invisible bien plus développé ou délinquant, la délinquance en col blanc ou violences et viols dans le silence des familles.

Ces atteintes à la notion de liberté sapent dans l'imaginaire collectif la possibilité d'une alternative mais renforcent le sentiment d'être pris au piège d'un système qui, comble de l'ironie, est réputé être le meilleur depuis la chute du bloc communiste. Bien sûr, un système manichéen ne survivant pas longtemps sans incarnation du mal, les musulmans ont depuis remplacé les communistes. Situation schizophrénique puisqu'une partie de plus en plus importante de la population des pays du « bien » est musulmane.

Culture associative ?

En France, grâce à la loi 1901, les associations sont nombreuses et florissantes. Serait-ce à dire que la France s'organise, développe une culture de l'association ? Que nenni ! Beaucoup d'entre elles sont de vrais faux services publics : ces associations (le Planning familial par exemple) comblent les carences de l'État dont elles reçoivent des subventions pour faire fonction de service public. Les subventions étant plus faciles à réduire que le nombre des fonctionnaires, c'est là que se fait sentir en premier la rigueur de l'État en matière de coupes budgétaires.

« **LIBERTÉ, LIBERTÉ CHÉRIE**, combats avec tes défenseurs ! » Et ils sont nombreux, ces fiers défenseurs, à démontrer ton incarnation dans les corps de femmes et d'hommes mis à l'encan, mis en vente. Même si en défendant le X et le reste, on défendait la liberté d'expression. Non seulement la notion même de liberté est vidée de son sens et de son contenu, mais d'autres idées sont attaquées.

La communication est, en effet, devenue à la fois une science et une technique de manipulation. Tout est soumis à analyse : conditions historiques, réactions primaires et secondaires, type de public-cible. Notons que les professionnel(le)s se recrutent dans le milieu de la pub en majorité mais que toute entreprise digne de ce nom s'est constituée son département « communication », voire son activité de lobbying. Au fil du temps, patriarcat et capitalisme profitent des progrès de la « com » et peuvent se présenter sous un aspect rénové.

Le secteur économique qui a le vent en poupe est celui du système prostitutionnel avec de plus en plus de demandes et de plus en plus d'offres. Souffrant d'un déficit d'image aux yeux du grand public, le système prostitutionnel s'est donc offert des habits neufs en revisitant notamment deux arguments féministes majeurs : la liberté de disposer de son corps et le respect de la parole d'une femme quant à sa situation. Il s'agit moins d'augmenter la part de marché que de faire accepter la prostitution comme un phénomène anodin de notre société.

Un désir à façade humaine, « Mon corps m'appartient », trente ans après : cette liberté, farouchement revendiquée, proclamée, l'était – l'est toujours – face à une situation de maternité forcée, face à la dictature de la mode, face à l'hétéronormativité. Avoir accès à la contraception, contrôler sa fertilité et non pas la subir : choisir de donner naissance à des enfants ou non. Pouvoir ne pas être grande, svelte, blonde aux yeux bleus et paraître au jour quand même. Pouvoir entrer dans n'importe quel magasin et trouver des vêtements à sa taille hors les 38-42. Ne plus porter de corset réel ou imaginaire (anorexie mentale), mais plutôt exister avec son propre corps sans être en combat permanent contre lui et soi-même pour le faire entrer dans une « norme anormale ». Pouvoir préférer les femmes quand on en est une, rencontrer une personne sans préjuger de son sexe, trouver un usage non sexuel de sa libido. Pouvoir échapper à la sempiternelle question « Mademoiselle ou madame ? »

« Mon corps m'appartient »

On l'a compris, « Mon corps m'appartient » ou « Libre disposition de mon corps » visent aux retrouvailles des femmes avec un corps longtemps aux mains des parents, du mari, de l'Église, de la médecine, de l'État. Ces revendications ne visaient nullement à mettre les femmes en situation de passer des heures et des heures sous la douche pour se laver de se sentir souillées, de subir des mycoses dans la bouche et la gorge, des douleurs et blessures vaginales, à passer onze heures d'affilée dans les salons « érotico-bidule », à vivre viols sur viols, à se servir de sa propre sexualité et la polluer dans des dialogues trente heures par semaine par téléphone, Minitel, Internet, etc., à vivre une dépression, et pour finir par devenir accroc à une drogue dure. La perspective de la liberté de signer un contrat de travail en bonne et due forme ne change rien à la donne. Des siècles de luttes syndicales nous prouvent que la liberté de travailler dans des particules d'amiante, de ciment, la liberté de vendre sang et organes n'est qu'une vitrine légale pour l'exploitation de la misère.

Les médias nous abreuvent d'images rassurantes de fières indépendantes exerçant leur activité prostitutionnelle dans leurs caravanes. Ces « indépendantes » ne sont qu'une infime partie de véritables légions d'esclaves. Trois cent mille femmes des pays de l'Est sont drainées vers l'Europe de l'Ouest chaque année, soit le même effectif que la totalité des femmes vivant à Bruxelles (capitale européenne). Au plan mondial, les prostituées sont recrutées à l'âge moyen de 13 ans. La prostitution de rue n'est que la partie visible de l'iceberg. Les services télématiques ou en salons de massages, sauna ou autres, salarient déjà des milliers de personnes au Smic. Au moment de signer leur contrat, elles s'engagent à ne pas émettre de messages à caractère pornographique et bénéficient d'une formation pour être au téléphone « une salope qui en veut ». De quel consentement, de quelle liberté parle-t-on ?

Binet

Binet

Il y a quelques années, alarmées par l'érosion de leur clientèle, les prostituées de Bucarest ont renforcé leurs offres et proposé d'avantages de services : cuisine et ménage en sus. Car on y revient toujours : ce système qui broie des millions d'individus, qui brasse des sommes extravagantes, ce système est alimenté par une clientèle quasi uniquement masculine. Que se passe-t-il pour qu'autant d'hommes acceptent, renforcent, défendent, alimentent le système prostitutionnel ?

À l'insulte « Mal baisée » on a appris à répondre, droit dans les yeux de l'agresseur : « Tu veux les noms ? » Les couples se défont majoritairement sur l'initiative des femmes, avec la libre disposition de leur salaire et l'augmentation du nombre des reines du volant, Leur autonomie a pris corps. L'augmentation qui semble exponentielle de la consommation de services prostitutionnels est la réaction d'hommes déstabilisés par l'émancipation des femmes.

« Écoute-moi quand je parle »

L'autre argument féministe détourné de son sens premier est l'importance que l'on se doit d'accorder à la parole d'une femme. Toute femme a le droit, *à priori*, d'être seule et souveraine à décider pour elle-même. Nous devrions donc nous incliner devant une personne prostituée disant : « Je veux continuer à me prostituer » ou « J'aime me prostituer ». Démarche un peu trop facile où l'on devrait oublier dans quel contexte cette revendication a émergé.

Même si notre société de l'immédiat et du nouveau organise son oubli, l'histoire garde la trace de luttes de femmes pour recevoir leur salaire et en disposer, pour adhérer librement à un syndicat, pour voter et être éligible, pour décider seule de se marier ou de divorcer. Qui sait qu'au moment de l'accouchement, c'est au mari qu'on demandera son avis en cas d'intervention chirurgicale, la femme étant considérée légalement dans l'incapacité de prendre une décision ? Qu'en cas de problème, c'est à lui de choisir entre la vie de la femme ou de l'enfant. Et surtout que l'Église a toujours imposé de privilégier la vie de l'enfant non encore né contre la vie d'une femme adulte ?

Le nécessaire respect de la parole individuelle ne dissimulera pas non plus que nous avons affaire à une organisation qui enferme l'individu dans un certain cadre de valeur. Ce système est d'autant plus pervers qu'il impose à l'individu qui y est enfermé de produire d'abord pour soi-même un discours logique justifiant la réalité quotidienne… pour continuer à la vivre. De fait, l'espérance de vie des personnes prostituées est réduite, les suicides (tentés ou aboutis) sont nombreux et la toxicomanie presque systématique. Pour finir, rappelons-nous l'occupation en 1973 de l'église de Saint-Nizier par les prostituées lyonnaises en quête de reconnaissance professionnelle, légale, etc. Leur porte-parole s'est toujours défendue, à l'époque, d'être sous la domination d'un proxénète ; aujourd'hui, d'autres, sorties du système, s'étonnent : « Mais comment avez-vous pu croire une seule seconde que c'était le cas ? »

Le système prostitutionnel est devenu une véritable industrie qui a remplacé « liberté » par « rentabilité ». Cette industrie rapporte beaucoup, et à moindre risque que le commerce des armes ou de la drogue. Comme pour tout secteur commercial (il n'est pas question de renoncer à cette manne), une stratégie pour percer sur le marché a été mise en place. L'une de ses plus belles réussites étant d'abuser de l'empathie pour faire dire à des féministes : « La prostitution est un métier auquel il faut donner un cadre juridique. » Ce véritable bourrage de crâne privilégie le droit individuel (Sécurité sociale, droit à la retraite) contre le droit universel (droit à ne pas se prostituer). Somme toute, privilégier une démarche réformiste (améliorer les conditions de travail) contre une action bien plus radicale consistant à faire changer les mentalités pour que les hommes et les femmes renoncent à pratiquer, encourager, accepter le contrôle social du corps des femmes.

Que faire lorsqu'on est assis(e) sur sa chaise, que l'on se dit que tout cela doit s'arrêter et qu'on est d'avance découragé(e) par l'ampleur de la tâche ? Eh bien tentons de sortir du consumérisme et de la réaction.

Élisa Jandon

L'écoféminisme

Entre autres analyses et modélisations théoriques, l'écoféminisme fait la part belle à l'écologie, à l'économie et au féminisme. La population mondiale vit selon une organisation suicidaire qui pille les ressources. La « comptabilité nationale » est le système avec lequel sont gérés les budgets des États. Développé notamment par Keynes après la Seconde Guerre mondiale, il privilégie les activités profitables et rentables à la réalité économique quotidienne. Par exemple, l'intérêt financier dû à l'installation d'une mine dans une forêt prendra le pas sur les inconvénients que sont la destruction de la forêt (vente du bois), la modification du milieu, l'augmentation locale de la pollution (augmentation de la consommation de soins de santé), la modification de l'économie rurale (main-d'œuvre bon marché). L'éducation des enfants, l'entretien moral, matériel et affectif d'une famille, soit, en général, les activités traditionnellement féminines, n'ont aucune valeur ni existence dans ce système.

Pour en finir avec l'argent

De plus en plus se développent les réseaux d'échanges solidaires (Sel) qui permettent d'accéder au savoir, au savoir-faire ou à des biens grâce à ses propres contributions de savoir, savoir-faire ou prêt/troc d'objets. Dans plusieurs villes, femmes et hommes expérimentent une forme plus poussée de sortie du secteur marchand en proposant des magasins gratuits. Il s'agit de délimiter un espace où l'on dépose et prend des objets selon des règles autogestionnaires.

Vivre l'autogestion

La sensation d'enfermement, de prise au piège organisée par le système se fonde sur la domination idéologique et intellectuelle, la main mise sur le référentiel autoritaire des valeurs acceptables. Venue d'Espagne, l'initiative s'appelle « Consultation sociale » européenne. Il s'agit de déterminer les secteurs d'intérêts sur lesquels on produit une analyse selon sa propre grille de lecture et on propose en fonction de cette analyse des alternatives possibles ainsi que les possibilités de mise en place.

L'Action mondiale des peuples est une suite de la caravane galactique zapatiste. Lors des secondes rencontres, à la fin de l'été aux Pays-Bas, pendant une semaine les participant(e)s ont pu co-agir de façon autogérée. La restauration, uniquement végétarienne ou végétalienne, organisée par un groupe spécialisé damait le pion aux meilleurs restaurants pour un prix libre ! Lors de l'inscription, chacun(e) devait proposer au groupe des compétences, des sujets de réflexion, etc.

Les séances apportaient de l'eau au moulin de la réflexion (thème sur l'eau par exemple), un apprentissage des façons de faire (magasins gratuits), une meilleure confiance en soi (initiation pour femmes au *hardware* en informatique) ou la possibilité de se constituer en réseau (notamment pour réaliser la consultation sociale européenne). Différence, autogestion, égalité, débats, vie en commun, repos, apprentissage, restauration, développement personnel et collectif au quotidien ! Un autre monde est possible !

É. J.

agenda

jeudi

19 décembre — **Paris 11e**

Les débats de Quilombo autour de *La Guerre israélienne de l'information* avec Denis Sieffert. À 19h45 au CICP (salle verte), 21ter, rue Voltaire 75 011 Paris. M° Nation ou Rue des boulets.

samedi

21 décembre — **Chambéry**

Rassemblement contre les lois sécuritaires à 15 h à la Sasson, boulevard de la Colonne.

Le Pré-Saint-Gervais

Spectacle Gaston Couté « Rêve Errance » par Christian Deschamps à 19 h dans la salle du conseil municipal de la mairie. Dès 17 h, deux conteuses pour enfants (Marie-George Compper du musée des arts et des traditions populaires et Soazig, contes musicaux et harpe celtique). L'association la Fête est dans le pré offre chocolat chaud, marrons chauds et vin...chaud ! Entrée libre. Mairie du Pré-Saint-Gervais, avenue André-Joineau. Métro Porte des Lilas ou Hoche ; bus 61 ou 170.

dimanche

29 décembre — **Paris 11e**

Concert avec Pekatralattak (Baïona) et Foetus Party (Tours), deux groupes anarchopunk, en soutien à l'Anarchist black cross au CICP, 21 ter, rue Voltaire.

samedi

4 janvier — **Paris 11e**

Concert avec Replik (Bordeaux), folk-punk-chansons, en soutien à Crash disk au CICP, 21 ter, rue Voltaire.

mardi

7 janvier — **Octeville (50)**

Réunion organisée par le groupe de Cherbourg sur « L'anarchisme aujourd'hui, la Fédération anarchiste » au Foyer Jacques-Prévert, rue Émile-Zola à partir de 20h30.

samedi

11 janvier — **Marseille**

André Robèr présente la revue *Anartiste* à 15 heures au théâtre Toursky, 16, promenade Léo-Ferré. Des dessins originaux seront exposés à cette occasion.

vendredi

17 janvier — **Paris 18e**

Conférence-débat « L'anarchisme et le mouvement ouvrier » organisée par la Fédération anarchiste au local La Rue, 10, rue Robert-Planuette, M° Blanche ou Abbesses, à 20 heures.

samedi

18 janvier — **Paris 18e**

La Rue organise une rencontre-débat « les anarchistes sont-ils toujours révolutionnaires ? » avec Claude Guillon à 16 heures à la Rue, 10, rue Robert-Planquette.

vendredi

24 janvier — **Paris 18e**

Conférence-débat « L'anarchisme aujourd'hui, la Fédération anarchiste » organisée par la Fédération anarchiste au local La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M° Blanche ou Abbesses, à 20 heures.

Samedi

1er février — **Paris 18e**

La Rue organise une rencontre-débat « Les anarchistes face à la culture en milieu rural » avec Dominique Lestrat à 16 heures à la Rue, 10, rue Robert-Planquette.

Samedi

8 mars — **Paris 18e**

La Rue organise une rencontre-débat « Le rôle de l'écrivain aujourd'hui » avec Thierry Maricourt à 16 heues à la Rue, 10, rue Robert-Planquette.

Radio libertaire

Jeudi 19 décembre

Si vis pacem : Mouna et les jouets guerriers la trêve de Noël pour éduquer contre les guerres avec Gérard Durand secrétaire des Amis de la vie.

Samedi 21 décembre

Chroniques rebelles : à 13h30, la situation des kurdes dans le monde ; rêve de reconnaissance d'un peuple.

Chroniques syndicales : à 11h30, le lycée autogéré de Paris. Comment vivent les élèves et les professeurs ? Ce qu'en pensent les parents.

Mercredi 25 décembre

Blues en liberté : à 10h30, Xmas, nouvel an et tout ce genre de choses !

Jeudi 26 décembre

Si vis pacem : en mémoire de Raymond Rageau, membre fondateur de l'Union pacifiste.

Samedi 28 décembre

Chroniques rebelles : à 13h30, retour de Palestine, entretiens.

Chroniques syndicales : à 11h30, on termine l'année sur des musiques et des paroles insoumises, avec Tonia Le Goff.

Mercredi 1er janvier

Blues en liberté : à 10h30, Xmas, nouvel an et tout ce genre de choses !

Samedi 4 janvier

Chroniques rebelles : à 13h30, cinéma méditerranéen.

Samedi 11 janvier

Chroniques rebelles : à 13h30, *Après la catastrophe* avec Jean-Pierre Levaray (auteur de *Putain d'usine*)

89,4 MHz en région parisienne

Fédération anarchiste

145, rue Amelot, 75011 Paris

Relations-interieures@federation-anarchiste.org

federation-anarchiste.org

Aisne - 02
Groupe Kropotkine c/o Athénée libertaire, 8, rue Fouquerolles, 02000 Merlieux. Permanences: deuxième et quatrième mardis du mois à 20h30.

Alpes-Maritimes - 06
Liaison Antibes c/o librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Ardèche - 07
Groupe d'Aubenas c/o La Question sociale, BP 15, 07170 Villeneuve de Berg.

Aveyron - 12
Liaison Sud Aveyron c/o SAP, BP 2, Montlaur, 12400 Saint-Afrique.

Bouches du Rhône - 13
Liaison Aix c/o librairie du Monde libertaire.

Calvados - 14
Liaison Caen c/o librairie du Monde libertaire. le.pere.duchesne@caramail.com

Charente Maritime - 17
Groupe Bakounine c/o ADIL, BP 3, 17350 Port d'Envaux. groupe-michel-bakounine@federation-anarhciste.org

Cher - 18
Groupe Brassens, BP 6021, 18024 Bourges.

Corrèze - 19
Liaison Corrèze c/o librairie du Monde libertaire.

Côte d'or - 21
Groupe la Mistoufle de Dijon c/o Les voix sans maître, 7, rue du docteur Chaussier, 21000 Dijon. Permanences: les 1er et 3e mercredis du mois à 19h30. Édite *la Mistoufle* disponible sur demande.

Côtes d'Armor - 22
Groupe Jes Futuro c/o CEL, BP 38, 22301 Lannion cedex. Groupe Jes Futuro c/o CEL, 1, rue Yves-Creston, 22000 Saint-Brieuc. jesfuturo@voilà.fr

Creuse - 23
FA de la Creuse c/o Alayn Dropsy, Rizat 9, 23270 Ladapeyre.

Dordogne - 24
Liaison Périgueux c/o Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

Doubs - 25
Groupe Proudhon c/o CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex. groupe-proudhon@federation-anarchiste.org. Publication du journal *Drapeau Noir* disponible sur demande. Vente du ML le dimanche de 11 h à 12h15 au petit marché Battant. Permanences à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz, les mercredis de 17 h à 20 h et les samedis de 15 h à 19 h. lautodidacte. org

Eure et Loire - 28
Groupe de Chartres c/o librairie du Monde libertaire. Permanence: le 1er vendredi du mois, de 20h30 à 22 h, à l'hôtel Maleysie, 2, rue Chanzy, Chartres.

Finistère - 29
Groupe les Temps-nouveaux c/o CEL, BP 728, 29277 Brest cedex.

Gard - 30
Groupe Gard-Vaucluse c/o AGDIR, BP 5018, 30900 Nîmes. Site Internet: fa-30-84.org

Gironde - 33
Groupe Emma-Goldman c/o Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux. Groupe-emma-goldman@federation-anarchiste.org
Cercle Barrué c/o Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org
Groupe Lapeyre, 61, rue Pauly, 33130 Bègles.

Ille et Vilaine - 35
Groupe la Commune, MJC La Paillette, rue du pré de Bris, BP 3806, 35038 Rennes cedex. farennes. fr. st site web: www.farennes.fr.st Local de la Fédération anarchiste, 9, rue Malakoff. Tél.: 0299679287. permanence le mercredi et le samedi de 15 h à 19 h. Vente du ML le samedi matin sur le marché des Lices.

Indre - 36
Liaison Châteauroux c/o Librairie du Monde libertaire.

Isère - 38
Groupe Vallès c/o La Faille, BP 2301, 38033 Grenoble cedex 2. Table de presse le 1er mercredi du mois de 12h30 à 14 h au resto U Diderot, faculté de Lettres de Saint-Martin-d'Hères. Publication du journal *La Faille*. Émission de radio le mercredi de 20h30 à 21h30 sur radio Grésivaudan (87 MHz).

Landes - 40
Groupe Élisée-Reclus, 13, avenue Joffre, 40110 Morcenx.

Loire - 42
Groupe Makhno c/o FA, Bourse du travail, cours Victor-Hugo, 42028 Saint-Étienne cedex 01.
Groupe Penser Agir c/o Librairie du Monde libertaire. penser-agir@caramail.com

Loire Atlantique - 44
Groupe de Nantes c/o ACLN, BP 60221, 44002 Nantes cedex. groupe-nantes@federation-anarchiste.org, fanantes. org

Loiret - 45
Groupe El Quico c/o Asile des rêves, BP 21447, 45004 Orléans cedex.

Manche - 50
Liaison de Carentan c/o GREL, BP 12, 50130 Octeville cedex.
Groupe de Cherbourg c/o GREL, BP 12, 50130 Octeville cedex. facherbourg@yahoo.fr

Meurthe et Moselle - 54
Groupe Caussimon c/o CRES, 76, rue Léonard-Bourcier, 54000 Nancy.

Groupe Marée noire c/o Planète verte, BP 22, 54002 Nancy. maree-noire.info mail: contact@maree-noire.info

Morbihan - 56
Groupe Ferrer, cité Allende, boite19, 12, rue Colbert, 56000 Lorient. fedeanar56@yahoo.fr
Groupe Lochu c/o Maison des associations, 6, rue de la Tannerie, 56000 Vannes. fedeanar56@yahoo.fr

Moselle - 57
Groupe de Metz c/o Librairie du Monde libertaire.
Groupe Voline c/o ACL, BP 16, 57145 Noiseville. groupe-voline@federation-anarchiste.org

Nord - 59
GroMéLiFA c/o ALDIR, BP 79, 59370 Mons-en-Baroeul. groupe-lille@federation-anarchiste.org lille. cybertaria. org Vente du ML le dimanche à 11h30 sur le marché de Wazemmes à Lille. Vente du ML le dimanche de 10h30 à 12 h en alternance au marché de l'Épeule (Roubaix) et de Croix. Table de presse à Lille 3 tous les mercredis de 13 à 14h. Édition d'une feuille mensuelle *la Sociale*. Émission de radio la Voix sans maître tous les vendredis de 20 h à 21 h sur radio Campus (106,6 MHz).

Pas de Calais - 62
Groupe libertaire non FA: **la Mouette enragée,** BP 403, 62206 Boulogne-sur-Mer cedex.

Puy de Dôme - 63
Liaison Clermont-Ferrand c/o Librairie du Monde libertaire.

Bas Rhin - 67
Groupe de Strasbourg c/o ACLS, 1A, place des Orphelins, 67000 Strasbourg. Groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org, fastrasbg.lautre.net Tel: 0667837613. Vente du ML le samedi à 14h30, place Kléber. Permanence: les 1er et 3e lundis du mois à 18h30 à la maison des associations, 1A, place des Orphelins.
Liaison Bas Rhin c/o Remon, BP 35, 67340 Ingwiller. liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org

Haut Rhin - 68
Liaison Haut Rhin c/o Librairie du Monde libertaire.

Rhône - 69
UL de Lyon: groupes Déjacque, Durruti, Kronstadt c/o Librairie la Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon. Permanence du mercredi au vendredi de 17 h à 19 h et le samedi de 15 h à 19 h. Bibliothèque de prêt. Soirées « café libertaire » chaque vendredi à partir de 21 h. Émission de radio Idées noires le mercredi de 20 h à 21 h sur Radio Canut (102,2 MHz). Vente du ML le samedi de 11 h à 12 h sur le marché de la Croix Rousse. Table de presse de 12 h à 13h30 à l'université de Lyon 2-Bron, face au resto U. Édition de deux feuilles mensuelles: *L'Égalité économique et sociale* éditée par le réseau travailleur chômeur précaire; *Idées noires* éditée par le réseau étudiant lycéen.

Saône et Loire - 71
Groupe la Vache noire c/o ADCL, BP 516, 71322 Chalons-sur-Saône cedex.

Sarthe - 72
Groupe du Mans c/o FA, 4, rue d'Arcole, 72000 Le Mans. Permanence le 3e samedi du mois de 14 h à 15 h à la Maison des associations, 4, rue d'Arcole, salle 23, 3e étage.

Savoie - 73
Groupe Acratie c/o CRI Libertaire, 67, rue Saint-François de Sales, Maison des associations, 73000 Chambéry. acratie. lautre. net acratie@lautre.net
Groupe Maurienne c/o Librairie du Monde libertaire.

Haute Savoie - 74
Groupe Atanar, BP 2, 74480 Plateau d'Assy. atanar@no-log.org

Paris - 75
Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel: 0148053408. publico@free.fr La librairie est ouverte du lundi au vendredi de 14 h à 19h30 et le samedi de 10h à 19h30.
Bibliothèque la Rue, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris. Ouverture le samedi de 15h30 à 18 h. Tél: 0142233218.
Groupe Berneri c/o librairie du Monde libertaire. Émission de radio Ras les murs sur Radio libertaire (89,4 MHz).
Groupe Claaaaaash c/o librairie du Monde libertaire. groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org Vente du ML le dimanche à 12 h sur le marché à l'angle des rues Mesnilmontant et Pyrénées dans le 20e.
Groupe Maurice-Joyeux c/o librairie du Monde libertaire.
Groupe Février c/o librairie du Monde libertaire. Émission Femmes libres sur Radio libertaire (89,4 MHz).
Groupe la Vache folle c/o librairie du Monde libertaire. Émissions musicales sur Radio libertaire (89,4 MHz): Trafic et Epsilonia. Édition: histoire, poésie, philosophie. Édition musicale.
Groupe la Villette c/o librairie du Monde libertaire. Vente du ML le vendredi de 18 h à 19 h au métro Jaurès. Permanence le dernier jeudi du mois à l'Usine, 102, boulevard de la Villette, 75019 Paris.
Groupe Louise-Michel c/o La Rue, 18, rue Robert-Planquette, 75018 Paris. Groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org Émission Pas de quartier sur Radio libertaire. Édition de *la Commune libertaire*.
Groupe Pierre-Besnard c/o librairie du Monde libertaire. groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org Vente ML le dimanche de 10h30 à 12h30 sur le marché de la place des Fêtes. Émissions Chroniques syndicales, Blues en liberté, Contre courbe, Femmes libres et Goloss Trouda sur Radio libertaire.

Seine Maritime - 76
Groupe Duval c/o APPEL, BP 1042, 76205 Dieppe cedex. Vente ML: samedi de 10h30 à 12 h sur le marché de la place Nationale.
Groupe de Rouen c/o Librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire, 76000 Rouen. farouen @chez.com Vente ML: mercredi de 11h30 à 13h30 à la faculté de lettres de Mont-Saint-Aignan, samedi de 11 h à 12 h sur le marché d'Elbeuf, dimanche de 11 h à 12 h sur le marché du Clos-Saint-Marc.

Seine et Marne - 77
Groupe Sacco et Vanzetti c/o GRELE, 1 bis, rue Émilie, 77500 Chelles.
Liaison Melun c/o librairie du Monde libertaire.

Var - 83
Groupe Nada c/o ACL, BP 5137, 83093 Toulon cedex. Groupe-nada@federation-anarchiste.org Permanences: les 2e et 4e samedis du mois au café lecture, 18, rue d'Antrechaus.

Vaucluse - 84
Groupe Gard-Vaucluse c/o AGDIR, BP 5018, 30900 Nîmes. site Internet: fa-30-84.org Vente du Monde libertaire, le dimanche matin de 11 h à 12 h à Avignon, au marché place des Carmes.

Vendée - 85
Liaison la Roche c/o Librairie du Monde libertaire.

Haute-Vienne - 87
Groupe Limoges c/o Librairie du Monde libertaire.

Essonne - 91
Liaison Ravachol c/o libraire du Monde libertaire. Liaison-ravachol@altern.org
RAT c/o librairie du Monde libertaire.

Hauts de Seine - 92
Liaison 92 c/o librairie du Monde libertaire.

Seine-Saint-Denis - 93
Groupe Poulaille c/o librairie du Monde libertaire. Vente ML: dimanche de 10h30 à 12 h, rue de la République, à Saint-Denis.
Groupe de Montreuil c/o librairie du Monde libertaire.
Groupe Commune-libre de Drancy c/o librairie du Monde libertaire.

Val de Marne - 94
Groupe Élisée-Reclus c/o librairie du Monde libertaire.

Val d'Oise - 95
Groupe de Cergy c/o librairie du Monde libertaire.

Belgique
Groupe Alliance libertaire c/o librairie du Monde libertaire. alliancelibertaire@hotmail.com

Contre les saigneurs du G8

Le groupe FA de Nantes est activement investi dans une mobilisation contre les sommets du G8. Il nous semble effectivement opportun de lancer une dynamique autour d'un pôle anti-autoritaire, de ne pas rester entre libertaires seulement, sans tomber dans le piège de la gauche qui est d'instrumentaliser tout mouvement social. À ce titre, la mobilisation doit démarrer dès maintenant, contre le sommet G8-environnement qui devrait avoir lieu dans le Maine-et-Loire du 25 au 27 avril 2003, contre le sommet du G8 à évian début juin... Voici donc le texte d'appel du Comité de lutte anti-G8 (ClaG8) de Nantes.

Fin mai-début juin 2003, va se dérouler à Évian le sommet du G8. Depuis plusieurs années les mobilisations s'amplifient pour contrer les saigneurs de ce monde. Après les brutalités policières féroces et l'assassinat de Carlo Giulani à Gênes en juillet 2001, les prédateurs ont décidé d'organiser leurs festivités dans des coins reculés (retranchés). Cette année, donc, la France accueille le G8 dans la ville d'Évian, ville perdue dans les montagnes de la Haute-Savoie. Pour nous, lutter contre le G8, ce n'est pas demander un aménagement « humain » du capitalisme ou sa régulation/taxation par les États, mais bien promouvoir un autre type de société où les rapports humains ne seraient pas basés sur une logique de profit et de domination.

Comment organiser la mobilisation

Évian peut être un moment de convergence de luttes concrètes et locales, face à un pouvoir capitaliste qui se globalise de plus en plus. évian n'a de sens, à nos yeux, que dans la continuité et la poursuite d'une multitude de résistances locales. La mobilisation allierait ces deux facettes, globale et locale, en fonctionnant en deux temps.

D'abord une campagne locale, associée à différents collectifs de lutte et de résistance déjà existants, sur des thèmes qui nous semblent importants à traiter. Cette campagne allierait moments d'information et débats publics avec des interventions (carnaval, affichage, tracts, 4 pages et autre matériel, etc.).

Ensuite, à Évian ou aux alentours, selon les possibilités, créer un espace autonome qui pourrait à l'instar du camp No Border se traduire par un « village anticapitaliste et anti-autoritaire » donnant lieu à des forums (information, débats, réflexion et élaboration collectives d'une critique de ce monde).

La guerre

Au nom de la lutte contre le terrorisme, on nous prépare à une nouvelle guerre des pays occidentaux contre l'Irak et à terme contre de nombreux autres pays, à majorité musulmane ou pas. Dans le même temps, un blanc-seing est donné à Poutine pour continuer d'écraser le peuple tchétchène. Quant aux Palestinien(ne)s, leur situation empire de jour en jour. La disparition du bloc soviétique devait amener la fin de la guerre froide et la paix mondiale. Or l'émergence de nouveaux blocs économiques (ALENA, zone euro, ZLEA, ASEAN) gérant la circulation des biens et des capitaux se solde par des tensions et des rivalités accrues. Les guerres, les oppositions entre certains États ne sont que l'expression de cette guerre d'empires, de ces bourgeoisies cherchant à dominer le monde (économiquement, militairement, culturellement).

La guerre ne peut se résumer à une question militaire. Elle se joue aussi sur le front économique et social. Le capitalisme dans son développement actuel détruit toutes les conquêtes sociales. La globalisation se traduit par la dégradation des conditions de vie et de travail tant au Nord qu'au Sud et la continuité des pillages des ressources du Sud.

La guerre intérieure contre les pauvres. On peut le mesurer avec l'ensemble des lois prises ces vingt dernières années tant dans le domaine de la sécurité, du contrôle social (loi sécurité quotidienne de la gauche plurielle ou loi de sécurité intérieure de Sarkozy) que dans celui de la précarisation (PARE, flexibilité, retraites).

La mobilité et la liberté de circulation et d'installation

Le fait de voyager dans notre monde est réservé à celles et ceux qui en ont les moyens. Bien sûr, pour les gens du Sud, les forteresses du Nord (Europe ou USA) sont des barrières à franchir, quels qu'en soient les coûts humains : morts, racisme, discriminations, etc. Ceux et celles qui arrivent à franchir ces frontières vont devenir de la main-d'œuvre à prix modique et corvéable à merci pour le plus grand bénéfice du patronat et des mafias (en particulier pour les personnes qui se prostituent). Mais dans les pays du Nord, la mobilité est aussi réservée à celles et ceux qui peuvent payer. On peut le voir avec la répression vis-à-vis des personnes qui voyagent sans ticket.

Contre une économie libérale et productiviste, pour des alternatives solidaires et émancipatrices ! Ces sommets, comme celui d'Évian, permettent souvent d'entériner, d'accroître une dérégulation du marché, une marchandisation des services, une remise en cause d'acquis sociaux. Ces sommets sont aussi l'occasion d'affirmer comme unique avenir possible le dogme de la croissance lié aux avancées technologiques et à la consommation, censé incarner le progrès. Le modèle occidental n'est pourtant pas universalisable aussi bien d'un point de vue matériel qu'écologique. La lutte pour la « décroissance », ou une économie où la production serait liée à une utilité sociale, doit se faire à différents niveaux, individuel (changer de mode de consommation) et collectif : lutter contre les nouveaux projets pharaoniques et inutiles ici et ailleurs, qui n'ont pour but que de faire circuler plus de marchandises et de capitaux. Il s'agit de passer d'une société aux besoins infinis, à une société dont les besoins seraient « justes » au double sens de justice sociale et d'adéquation au maintien de l'équilibre écologique planétaire.